

C-9

Second Session, Thirty-seventh Parliament,
51 Elizabeth II, 2002

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-9

An Act to amend the Canadian Environmental Assessment
Act

First reading, October 9, 2002

NOTE

Printed, pursuant to Order made October 7, 2002, in the same form as Bill C-19 of the First Session of the Thirty-seventh Parliament, at date of prorogation.

THE MINISTER OF THE ENVIRONMENT

C-9

Deuxième session, trente-septième législature,
51 Elizabeth II, 2002

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-9

Loi modifiant la Loi canadienne sur l'évaluation
environnementale

Première lecture le 9 octobre 2002

NOTE

Imprimé, conformément à un ordre adopté le 7 octobre 2002, dans le même état où était le projet de loi C-19 de la première session de la trente-septième législature à la date de prorogation.

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “*An Act to amend the Canadian Environmental Assessment Act*”.

SUMMARY

This enactment implements the results of the statutory review of the *Canadian Environmental Assessment Act* conducted by the Minister of the Environment. It establishes a Federal Environmental Assessment Coordinator for projects that undergo screening or comprehensive study-level assessment. It modifies the comprehensive study process to prevent a second environmental assessment of a project by review panel, while extending the participant funding program to comprehensive studies. This enactment expands existing regulation-making authority for projects on federal lands, provides a new use for class screening reports as a replacement for project-specific assessments and makes follow-up programs mandatory for projects after a comprehensive study or review panel.

To provide Canadians with access to information about the environmental assessment of specific projects, this enactment creates the Canadian Environmental Assessment Registry. It requires that the Canadian Environmental Assessment Agency establish and lead a quality assurance program, promote and monitor compliance and assist relevant parties in building consensus and resolving disputes.

All parliamentary publications are available on the
Parliamentary Internet Parlementaire
at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi modifiant la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* ».

SOMMAIRE

Le texte met en oeuvre les résultats de l'examen de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* qu'a mené le ministre de l'Environnement aux termes de celle-ci. Il crée le poste de coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale de projets faisant l'objet d'une évaluation au niveau de l'examen préalable ou de l'étude approfondie. Il modifie le processus d'étude approfondie pour empêcher une deuxième évaluation d'un projet par une commission d'examen, tout en étendant aux études approfondies le programme d'aide financière aux participants. Il étend le pouvoir de réglementation aux projets situés sur le territoire domaniale, prévoit une nouvelle utilisation des rapports d'examen préalable par catégorie en remplacement des évaluations de chaque projet et rend obligatoire les programmes des projets après une étude approfondie ou un examen par une commission.

Afin d'assurer aux Canadiens et aux Canadiennes l'accès à l'information visant l'évaluation environnementale des projets particuliers, le texte crée le registre canadien d'évaluation environnementale. Il prévoit que l'Agence canadienne d'évaluation environnementale doit mettre en place et mener un programme d'assurance de la qualité, favoriser et surveiller la conformité et aider les parties prenantes à réaliser un consensus et à régler leurs différends.

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire »
à l'adresse suivante:

<http://www.parl.gc.ca>

BILL C-9

PROJET DE LOI C-9

BILL C-9

PROJET DE LOI C-9

An Act to amend the Canadian Environmental Assessment Act

Loi modifiant la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1992, c. 37

CANADIAN ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

LOI CANADIENNE SUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

1992, ch. 37

1. (1) The definitions “comprehensive study” and “exclusion list” in subsection 2(1) of the *Canadian Environmental Assessment Act* are replaced by the following:

1. (1) Les définitions de « étude approfondie » et « liste d'exclusion », au paragraphe 2(1) de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

“comprehensive study”
« étude approfondie »

“comprehensive study” means an environmental assessment that is conducted pursuant to sections 21 and 21.1, and that includes a consideration of the factors required to be considered pursuant to subsections 16(1) and (2);

« étude approfondie » Évaluation environnementale d'un projet effectuée aux termes des articles 21 et 21.1 et qui comprend la prise en compte des éléments énumérés aux paragraphes 16(1) et (2).

« étude approfondie »
“comprehensive study”

“exclusion list”
« liste d'exclusion »

“exclusion list” means a list of projects or classes of projects that have been exempted from the obligation to conduct an assessment by regulations made under paragraph 59(c) or (c.1);

« liste d'exclusion » Liste des projets ou catégories de projets soustraits à l'évaluation par règlement pris en vertu des alinéas 59c) ou c.1).

« liste d'exclusion »
“exclusion list”

1998, c. 15, subpar. 50(b)(i)

(2) The portion of the definition “federal authority” after paragraph (d) in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:

(2) Le passage de la définition de « autorité fédérale » suivant l'alinéa d), au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

1998, ch. 15, sous-al. 50b)(i)

but does not include the Commissioner in Council or an agency or body of the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, a council of the band within the meaning of the *Indian Act*, The Hamilton Harbour Commissioners as constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*, a harbour commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*, a not-for-profit corporation that enters

Sont exclus le commissaire en conseil du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest et celui du Nunavut et tous les organismes de ces territoires, tout conseil de bande au sens donné à « conseil de la bande » dans la *Loi sur les Indiens*, les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires*, les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton*, les sociétés d'État au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la société sans but lucratif qui a

into an agreement under subsection 80(5) of the *Canada Marine Act* or a port authority established under that Act;

conclu une entente en vertu du paragraphe 80(5) de la *Loi maritime du Canada* et les administrations portuaires constituées sous le régime de cette loi.

1998, c. 15,
subpar. 50(b)(ii)

(3) Paragraph (a) of the definition “federal lands” in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:

(3) L’alinéa a) de la définition de « territoire domanial », au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

5 1998, ch. 15,
sous-al. 50b)(ii)

(a) lands that belong to Her Majesty in right of Canada, or that Her Majesty in right of Canada has the power to dispose of, and all waters on and airspace above those lands, other than lands the administration and control of which have been transferred by the Governor in Council to the Commissioner of the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, 15

a) Les terres qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou qu’elle a le pouvoir d’aliéner, ainsi que leurs eaux 10 et leur espace aérien, à l’exception des terres sur lesquelles le commissaire du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest ou celui du Nunavut a pleine autorité par décision du gouverneur en 15 conseil;

(4) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(4) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

“Registry”
« registre »

“Registry” means the Canadian Environmental Assessment Registry established under 20 section 55;

« registre » Le registre canadien d’évaluation 20
environnementale établi au titre de l’article 55.

« registre »
“Registry”

2. Section 4 of the Act is amended by adding the following after paragraph (b.1):

2. L’article 4 de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa b.1), de ce qui suit :

25

(b.2) to promote cooperation and coordinated action between federal and provincial 25 governments with respect to environmental assessment processes for projects;

b.2) de promouvoir la collaboration des 25
gouvernements fédéral et provinciaux, et la coordination de leurs activités, dans le cadre du processus d’évaluation environnementale de projets; 30

(b.3) to promote communication and cooperation between responsible authorities and Aboriginal peoples with respect to environ- 30 mental assessment;

b.3) de promouvoir la communication et la 30
collaboration entre les autorités responsables et les peuples autochtones dans le cadre d’évaluations environnementales;

1994, c. 26,
s. 23(F)

3. (1) The portion of subsection 7(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

**3. (1) Le passage du paragraphe 7(1) de la 35
même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

1994, ch. 26,
art. 23(F)

Exclusions

7. (1) An assessment of a project is not 35
required under section 5 or sections 8 to 10.1, where

7. (1) N’ont pas à faire l’objet d’une 35
évaluation en application des articles 5 ou 8 à 10.1 les projets : 40

Exclusions

(2) Subsection 7(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 7(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exclusions

(2) For greater certainty, an assessment is 40
not required under any of the provisions referred to in this subsection where a federal authority exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b) or

(2) Il est entendu que l’évaluation n’est pas 40
nécessaire dans les cas où l’autorité fédérale exerce une attribution visée aux alinéas 5(1)b)45
ou 10.1(2)b) — ou une personne ou un organisme exerce une attribution visée à l’un ou

Précision

10.1(2)(b) — or a person or body exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 8(1.1)(b), 9(2)(b) or 9.1(2)(b) — in relation to a project and the essential details of the project are not specified before or at the time the power is exercised or the duty or function is performed.

l'autre des alinéas 8(1.1)b), 9(2)b) ou 9.1(2)b) — à l'égard d'un projet dont les détails essentiels ne sont pas déterminés au moment de l'exercice de cette attribution.

4. The Act is amended by adding the following before section 8:

4. La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 8, de ce qui suit :

Assessments of Environmental Effects

Évaluation des effets environnementaux

5. Subsection 8(1) of the Act is replaced by the following:

5. Le paragraphe 8(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Assessments by Crown corporations if regulations in force

8. (1) A Crown corporation, within the meaning of the *Financial Administration Act*, or any corporation controlled by the Crown corporation, shall, if regulations have been made in relation to it under paragraph 59(j) and have come into force, ensure that an assessment of the environmental effects of a project under this section is conducted in accordance with those regulations as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.

8. (1) Toute société d'État, au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, ou toute personne morale dont elle a le contrôle veille, à compter de l'entrée en vigueur des règlements pris à son égard en vertu de l'alinéa 59j), à ce qu'une évaluation des effets environnementaux d'un projet soit effectuée conformément à ces règlements, le plus tôt possible au stade de la planification du projet et avant la prise d'une décision irrévocable.

Sociétés d'État

Projects

(1.1) The assessment of the environmental effects of a project under this section shall be conducted where

(a) the Crown corporation or corporation controlled by it is the proponent of the project and does any act or thing that commits it to carrying out the project in whole or in part;

(b) the Crown corporation or corporation controlled by it makes or authorizes payments or provides a guarantee for a loan or any other form of financial assistance to the proponent for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part;

(c) the Crown corporation or corporation controlled by it sells, leases or otherwise disposes of federal lands or any interests in those lands, for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part;

(d) under a provision prescribed under paragraph 59(j.2), the Crown corporation or corporation controlled by it issues a permit or licence, grants an approval or takes any

(1.1) L'évaluation des effets environnementaux d'un projet est effectuée dans les cas suivants :

a) la société d'État ou la personne morale dont elle a le contrôle en est le promoteur et le met en oeuvre, en tout ou en partie;

b) elle accorde au promoteur un financement, une garantie d'emprunt ou toute autre aide financière en vue d'en permettre la mise en oeuvre, en tout ou en partie;

c) elle autorise la cession du territoire domanial, notamment par vente ou cession à bail, ou celle de tout droit foncier relatif à celui-ci, en vue de la mise en oeuvre du projet, en tout ou en partie;

d) aux termes d'une disposition visée par règlement pris en vertu de l'alinéa 59j.2), elle délivre un permis ou une licence, donne toute autorisation ou prend toute mesure en vue de permettre la mise en oeuvre du projet, en tout ou en partie;

Projets visés

other action for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part; or

(e) in circumstances prescribed by regulations made under paragraph 59(j.3), a project is to be carried out in whole or in part on federal lands that the Crown corporation or corporation controlled by it holds or owns or over which it has administration or management, or in which it has any right or interest specified in those regulations.

e) le cas est prévu par règlement pris en vertu de l'alinéa 59j.3) et le projet doit être mis en oeuvre, en tout ou en partie, sur le territoire domanial qu'elle détient, dont elle est propriétaire ou dont elle a l'administration ou la gestion, ou sur lequel elle a un droit ou un intérêt prévus par règlement.

1998, c. 10, s. 165

6. Sections 9 and 10 of the Act are replaced by the following:

6. Les articles 9 et 10 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1998, ch. 10, art. 165

Assessments by harbour commissions and port authorities

9. (1) The Hamilton Harbour Commissioners as constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*, a harbour commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, a not-for-profit corporation that enters into an agreement under subsection 80(5) of the *Canada Marine Act* or a port authority established under that Act shall, if regulations have been made under paragraph 59(k) and have come into force, ensure that an assessment of the environmental effects of a project under this section is conducted in accordance with those regulations as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.

9. (1) Les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton*, les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires*, la société sans but lucratif qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 80(5) de la *Loi maritime du Canada* et les administrations portuaires constituées sous le régime de cette loi veillent, à compter de l'entrée en vigueur des règlements pris en vertu de l'alinéa 59k), à ce qu'une évaluation des effets environnementaux d'un projet soit effectuée conformément à ces règlements, le plus tôt possible au stade de la planification du projet et avant la prise d'une décision irrévocable.

Commissions portuaires et administrations portuaires

Projects

(2) The assessment of the environmental effects of a project under this section shall be conducted where

(a) a person or body referred to in subsection (1) is the proponent of the project and does any act or thing that commits it to carrying out the project in whole or in part;

(b) a person or body referred to in subsection (1) makes or authorizes payments or provides a guarantee for a loan or any other form of financial assistance to the proponent for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part;

(c) a person or body referred to in subsection (1) sells, leases or otherwise disposes of federal lands or any interests in those lands, for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part;

(2) L'évaluation des effets environnementaux d'un projet est effectuée dans les cas suivants :

a) les personnes ou organismes visés au paragraphe (1) en sont le promoteur et le mettent en oeuvre, en tout ou en partie;

b) ils accordent au promoteur un financement, une garantie d'emprunt ou toute autre aide financière en vue d'en permettre la mise en oeuvre, en tout ou en partie;

c) ils autorisent la cession du territoire domanial, notamment par vente ou cession à bail, ou celle de tout droit foncier relatif à celui-ci, en vue de la mise en oeuvre du projet, en tout ou en partie;

d) aux termes d'une disposition visée par règlement pris en vertu de l'alinéa 59k.1), ils délivrent un permis ou une licence, donnent toute autorisation ou prennent

Projets visés

	<p>(d) under a provision prescribed under paragraph 59(k.1), a person or body referred to in subsection (1) issues a permit or licence, grants an approval or takes any other action for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part; or</p> <p>(e) in circumstances prescribed by regulations made under paragraph 59(k.2), a project is to be carried out in whole or in part on federal lands over which a person or body referred to in subsection (1) has administration or management.</p>	<p>toute mesure en vue de permettre la mise en oeuvre du projet, en tout ou en partie;</p> <p>e) le cas est prévu par règlement pris en vertu de l'alinéa 59k.2) et le projet doit être mis en oeuvre, en tout ou en partie, sur le territoire domanial dont ils ont l'administration ou la gestion.</p>	
<p>Prescribed authorities</p>	<p>9.1 (1) If regulations have been made under paragraph 59(k.3) and have come into force, an authority prescribed by those regulations shall ensure that an assessment of the environmental effects of a project under this section is conducted in accordance with those regulations as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.</p>	<p>9.1 (1) À compter de l'entrée en vigueur des règlements pris en vertu de l'alinéa 59k.3), toute autorité visée par ceux-ci veille à ce qu'une évaluation des effets environnementaux d'un projet soit effectuée conformément à ces règlements, le plus tôt possible au stade de la planification de celui-ci et avant la prise d'une décision irrévocable.</p>	<p>Autorités prévues par règlement</p>
<p>Projects</p>	<p>(2) The assessment of the environmental effects of a project under this section shall be conducted where</p> <p>(a) the project is to be carried out on federal lands and the prescribed authority is the proponent of the project and does any act or thing that commits it to carrying out the project in whole or in part;</p> <p>(b) the project is to be carried out on federal lands and the prescribed authority makes or authorizes payments or provides a guarantee for a loan or any other form of financial assistance to the proponent for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part;</p> <p>(c) the prescribed authority sells, leases or otherwise disposes of federal lands or any interests in those lands, for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part;</p> <p>(d) the prescribed authority, under a provision prescribed under paragraph 59(k.4), issues a permit or licence, grants an approval or takes any other action for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part; or</p>	<p>(2) L'évaluation des effets environnementaux d'un projet est effectuée dans les cas suivants :</p> <p>a) l'autorité en est le promoteur et le met en oeuvre, en tout ou en partie, sur un territoire domanial;</p> <p>b) elle accorde au promoteur un financement, une garantie d'emprunt ou toute autre aide financière en vue d'en permettre la mise en oeuvre, en tout ou en partie, sur le territoire domanial;</p> <p>c) elle autorise la cession du territoire domanial, notamment par vente ou cession à bail, ou celle de tout droit foncier relatif à celui-ci, en vue de la mise en oeuvre du projet, en tout ou en partie;</p> <p>d) aux termes d'une disposition visée par règlement pris en vertu de l'alinéa 59k.4), elle délivre un permis ou une licence, donne toute autorisation ou prend toute mesure en vue de permettre la mise en oeuvre du projet, en tout ou en partie;</p> <p>e) le cas est prévu par règlement pris en vertu de l'alinéa 59k.5) et le projet doit être</p>	<p>Projets visés</p>

	<p>(e) in circumstances prescribed by regulations made under paragraph 59(k.5), a project is to be carried out in whole or in part on federal lands over which the prescribed authority has administration or management or any right or interest specified in those regulations. 5</p>	<p>mis en oeuvre, en tout ou en partie, sur le territoire domanial dont elle a l'administration ou la gestion ou sur lequel elle a un droit ou un intérêt prévus par règlement.</p>	
<p>Assessments by band councils under regulations</p>	<p>10. If a project is to be carried out in whole or in part on a reserve that has been set apart for the use and benefit of a band and that is subject to the <i>Indian Act</i>, the council of the band for whose use and benefit the reserve has been set apart shall, if regulations that apply to the band have been made under paragraph 59(l) and have come into force, ensure that an assessment of the environmental effects of the project is conducted in accordance with those regulations as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made. 20</p>	<p>10. Le conseil d'une bande assujettie à la <i>Loi sur les Indiens</i> veille, à compter de l'entrée en vigueur des règlements pris en vertu de l'alinéa 59l) à son égard, à ce qu'une évaluation des effets environnementaux d'un projet devant être mis en oeuvre, en tout ou en partie, sur une réserve mise de côté à l'usage et au profit de cette bande soit effectuée conformément à ces règlements, le plus tôt possible au stade de la planification de celui-ci et avant la prise d'une décision irrévocable. 15</p>	<p>5 Conseils de bande</p>
<p>Assessments — CIDA</p>	<p>10.1 (1) The Canadian International Development Agency shall, if regulations have been made under paragraph 59(l.01) and have come into force, ensure that an assessment of the environmental effects of a project is conducted under this section in accordance with those regulations as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made. 25</p>	<p>10.1 (1) L'Agence canadienne de développement international veille, à compter de l'entrée en vigueur du règlement pris en vertu de l'alinéa 59l.01), à ce qu'une évaluation des effets environnementaux d'un projet soit effectuée conformément à ces règlements, le plus tôt possible au stade de la planification de celui-ci et avant la prise d'une décision irrévocable.</p>	<p>ACDI</p>
<p>Projects</p>	<p>(2) An assessment of the environmental effects of a project under this section is required to be conducted where the Canadian International Development Agency</p> <p>(a) is the proponent of the project and does any act or thing that commits it to carrying out the project in whole or in part; or</p> <p>(b) makes or authorizes payments or provides a guarantee for a loan or any other form of financial assistance for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part. 35</p>	<p>(2) L'évaluation des effets environnementaux d'un projet est effectuée dans les cas où l'Agence canadienne de développement international :</p> <p>a) en est le promoteur et le met en oeuvre, en tout ou en partie; 30</p> <p>b) accorde un financement, une garantie d'emprunt ou toute autre aide financière en vue d'en permettre la mise en oeuvre, en tout ou en partie.</p>	<p>Projets visés</p>
<p>Replacement for environmental assessment</p>	<p>(3) The application of subsection 5(1) to the Canadian International Development Agency is suspended while regulations referred to in subsection (1) are in force. 45</p>	<p>(3) L'application du paragraphe 5(1) à l'Agence canadienne de développement international est suspendue, de l'entrée en vigueur du règlement visé au paragraphe (1) à son abrogation. 35</p>	<p>Suspension d'application du par. 5(1)</p>
	<p>7. The Act is amended by adding the following after section 11:</p>	<p>7. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 11, de ce qui suit :</p>	

Ministerial orders	<p>11.1 (1) The minister through whom the responsible authority is accountable to Parliament for the conduct of its affairs in respect of a project being assessed under this Act — or, if there is more than one responsible authority in respect of a project, the ministers together — may, by order, prohibit a proponent from doing, until the day on which the responsible authority or authorities take a course of action under paragraph 20(1)(a) or (b) or subsection 37(1), any act or thing that carries out the project being assessed in whole or in part and that would alter the environment.</p>	<p>11.1 (1) Le ministre qui doit répondre devant le Parlement des activités de l'autorité responsable — ou les ministres agissant conjointement, lorsque plusieurs autorités sont responsables d'un même projet — peut, par arrêté, ordonner au promoteur de s'abstenir de tout acte modifiant l'environnement et permettant la mise en oeuvre, même partielle, du projet faisant l'objet de l'évaluation jusqu'à ce que l'autorité ait pris une décision en application des alinéas 20(1)a) ou b) ou du paragraphe 37(1).</p>	Arrêté ministériel
Order in force	<p>(2) An order under subsection (1) takes effect on the day on which it is made.</p>	<p>(2) L'arrêté prend effet dès sa prise.</p>	Prise d'effet de l'arrêté
Approval of Governor in Council	<p>(3) The order ceases to have effect 14 days after it is made unless, within that period, it is approved by the Governor in Council.</p>	<p>(3) L'arrêté devient inopérant à défaut d'approbation par le gouverneur en conseil dans les quatorze jours suivant sa prise.</p>	Approbation par le gouverneur en conseil
Exemption from application of <i>Statutory Instruments Act</i>	<p>(4) The order is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the <i>Statutory Instruments Act</i> and shall be published in the <i>Canada Gazette</i> within 23 days after it is approved by the Governor in Council.</p>	<p>(4) L'arrêté est soustrait à l'application des articles 3, 5 et 11 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>; il est publié dans la <i>Gazette du Canada</i> dans les vingt-trois jours suivant son approbation.</p>	Dérogation à la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>
Order not to be reissued	<p>(5) If an order has been made under this section prohibiting a particular proponent of a project from doing a particular act or thing, the minister or ministers may not make a subsequent order prohibiting the same proponent from doing the same act or thing.</p>	<p>(5) Le ministre ou les ministres agissant conjointement ne peuvent se prévaloir du paragraphe (1) plus d'une fois à l'égard d'un même promoteur pour un acte donné.</p>	Un seul arrêté
Injunction	<p>11.2 (1) If, on the application of the Attorney General of Canada, it appears to a court of competent jurisdiction that an order made under section 11.1 has been, is about to be or is likely to be contravened, the court may issue an injunction ordering any person named in the application to refrain from doing any act or thing that would contravene the order, until the day on which the responsible authority or authorities referred to in that section take a course of action under paragraph 20(1)(a) or (b) or subsection 37(1).</p>	<p>11.2 (1) Si, sur demande présentée par le procureur général du Canada, il conclut à l'inobservation — réelle ou appréhendée — de l'arrêté pris en application de l'article 11.1, le tribunal compétent peut, par injonction, interdire à toute personne visée par la demande d'accomplir tout acte qui contreviendrait à l'arrêté jusqu'à ce que l'autorité responsable ait pris une décision en application des alinéas 20(1)a) ou b) ou du paragraphe 37(1).</p>	Injonction
Notice	<p>(2) At least forty-eight hours before an injunction is issued under subsection (1), notice of the application shall be given to persons named in the application, unless the</p>	<p>(2) Sauf lorsque cela serait contraire à l'intérêt public en raison de l'urgence de la situation, l'injonction est subordonnée à la signification d'un préavis d'au moins quaran-</p>	Préavis

urgency of the situation is such that the delay involved in giving the notice would not be in the public interest.

8. The Act is amended by adding the following after section 12:

Federal Environmental Assessment Coordinator

12.1 The role of a federal environmental assessment coordinator is to coordinate the participation of federal authorities in the environmental assessment process for a project where a screening or comprehensive study is or might be required and to facilitate communication and cooperation among them and with provinces, persons or bodies referred to in sections 8 to 10, jurisdictions referred to in paragraph 12(5)(c) or (d) or 40(1)(e) or (f) and other participants.

12.2 The federal environmental assessment coordinator shall, in accordance with any regulations made under paragraph 59(a.1),

(a) ensure that the federal authorities that are or may be responsible authorities and those that are or may be in possession of specialist or expert information or knowledge with respect to the project are identified;

(b) coordinate their involvement throughout the environmental assessment process;

(c) coordinate the responsible authorities' fulfilment of their obligations under subsection 55.2(1) and section 55.3;

(d) ensure that federal authorities fulfil their obligations under this Act in a timely manner; and

(e) coordinate the federal authorities' involvement with other jurisdictions.

12.3 In carrying out duties under section 12.2, the federal environmental assessment coordinator may, in accordance with any regulations made under paragraph 59(a.1),

te-huit heures aux parties nommées dans la demande.

8. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 12, de ce qui suit :

Coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale

12.1 Le coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale d'un projet est chargé de coordonner la participation des autorités fédérales au processus d'évaluation environnementale pour un projet qui doit ou pourrait faire l'objet d'un examen préalable et de faciliter les communications et la collaboration entre elles et avec les autres intervenants, notamment les provinces, les personnes et organismes visés aux articles 8 à 10 et les instances au sens prévu aux alinéas 12(5)c) ou 15 d) ou 40(1)e) ou f).

12.2 Le coordonnateur est tenu, conformément à tout règlement éventuellement pris en vertu de l'alinéa 59a.1) :

a) de veiller au recensement des autorités responsables — actuelles ou éventuelles —, de même que des autorités fédérales disposant — effectivement ou éventuellement — des connaissances voulues touchant le projet;

b) de coordonner leur intervention tout au long du processus d'évaluation environnementale;

c) de coordonner l'exécution, par les autorités responsables, des obligations qui leur incombent en vertu du paragraphe 55.2(1) et de l'article 55.3;

d) de veiller à ce que les autorités fédérales s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu de la présente loi en temps opportun;

e) de coordonner l'intervention des autorités fédérales avec les autres instances.

12.3 Dans l'exercice de ses attributions, le coordonnateur peut, conformément à tout règlement éventuellement pris en vertu de l'alinéa 59a.1) :

Role

Duties

Powers

Rôle

Obligations

Pouvoirs

	<p>(a) établir et présider un comité regroupant les autorités responsables — actuelles ou éventuelles —, de même que les autorités fédérales disposant — effectivement ou éventuellement — des connaissances voulues touchant le projet;</p> <p>(b) après avoir consulté les autorités visées à l’alinéa a), établir l’échéancier relatif à l’évaluation;</p> <p>(c) après avoir consulté les autorités responsables — actuelles ou éventuelles —, prévoir, s’il y a lieu, le moment où la participation du public sera sollicitée.</p>	
<p>Agency as coordinator</p>	<p>12.4 (1) Subject to subsection (3), the federal environmental assessment coordinator for a project is the Agency if</p> <p>(a) the project is subject to the environmental assessment process of another jurisdiction referred to in paragraph 12(5)(a), (c) or 20 (d) or 40(1)(e) or (f); or</p> <p>(b) the project is described in the comprehensive study list.</p>	<p>Attributions exercées par l’Agence</p>
<p>Responsible authority as coordinator</p>	<p>(2) Subject to subsections (1) and (3), the federal environmental assessment coordinator 25 for a project is</p> <p>(a) the sole responsible authority in relation to the project; or</p> <p>(b) if there is more than one responsible authority in relation to the project, the one 30 that is selected by the responsible authorities — or, if they have not selected one within a reasonable time, the one that is designated by the Agency — in accordance with any regulations made under paragraph 35 59(a.1).</p>	<p>Attributions exercées par une autorité responsable</p>
<p>Coordinator by agreement</p>	<p>(3) No person or body other than the coordinator designated under subsections (1) and (2) may assume any of the powers, duties or functions of the federal environmental 40 assessment coordinator except</p> <p>(a) the Agency, if the responsible authorities referred to in paragraph (2)(b) and the Agency agree; or</p>	<p>Ententes particulières</p>

	<p>(b) a responsible authority, in a case referred to in paragraph (1)(a) or (b), if the Agency and the responsible authority agree.</p>		
<p>For greater certainty</p>	<p>(4) For greater certainty, agreements contemplated by subsection (3) may apply generally and not be specific to a particular project.</p>	<p>(4) Il est entendu qu'une entente visée au paragraphe (3) peut être générale et ne pas être liée à un projet spécifique.</p>	<p>Précision</p>
<p>Obligation to comply with coordinator's requests</p>	<p>12.5 Every federal authority shall comply in a timely manner with requests and determinations made by the federal environmental assessment coordinator in the course of carrying out its duties or functions.</p>	<p>12.5 Il incombe à toute autorité fédérale de se conformer en temps opportun aux demandes et aux décisions du coordonnateur agissant dans l'exercice de ses attributions.</p>	<p>Conformité aux demandes et décisions du coordonnateur</p>
	<p>9. The Act is amended by adding the following after section 16:</p>	<p>9. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 16, de ce qui suit :</p>	
<p>Community knowledge and aboriginal traditional knowledge</p>	<p>16.1 Community knowledge and aboriginal traditional knowledge may be considered in conducting an environmental assessment.</p>	<p>16.1 Les connaissances locales et les connaissances et traditions autochtones peuvent être prises en compte pour l'évaluation environnementale d'un projet.</p>	<p>Connaissances locales et connaissances et traditions autochtones</p>
<p>Regional studies</p>	<p>16.2 The results of a study of the environmental effects of possible future projects in a region, in which a federal authority participates, outside the scope of this Act, with other jurisdictions referred to in paragraph 12(5)(a), (c) or (d), may be taken into account in conducting an environmental assessment of a project in the region, particularly in considering any cumulative environmental effects that are likely to result from the project in combination with other projects or activities that have been or will be carried out.</p>	<p>16.2 Les résultats d'une étude des effets environnementaux de projets éventuels dans une région, faite hors du champ d'application de la présente loi et à laquelle une autorité fédérale a collaboré avec des instances, au sens des alinéas 12(5)a, c) ou d), peuvent être pris en compte dans l'évaluation environnementale d'un projet à réaliser dans cette région, notamment dans l'évaluation des effets cumulatifs que la réalisation du projet, combinée à celle d'autres projets ou activités déjà complétés ou à venir, est susceptible de produire sur l'environnement.</p>	<p>Études régionales</p>
<p>1993, c. 34, s. 23(1)(F)</p>	<p>10. (1) The portion of subsection 18(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</p>	<p>10. (1) Le passage du paragraphe 18(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</p>	<p>1993, ch. 34, par. 23(1)(F)</p>
<p>Screening</p>	<p>18. (1) Where a project is not described in the comprehensive study list or the exclusion list made under paragraph 59(c), the responsible authority shall ensure that</p>	<p>18. (1) Dans le cas où le projet n'est pas visé dans la liste d'étude approfondie ou dans la liste d'exclusion établie par règlement pris en vertu de l'alinéa 59c), l'autorité responsable veille :</p>	<p>Examen préalable</p>
<p>Public participation</p>	<p>(2) Subsection 18(3) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>(2) Le paragraphe 18(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	
<p>Public participation</p>	<p>(3) Where the responsible authority is of the opinion that public participation in the screening of a project is appropriate in the circumstances — or in prescribed circumstances</p>	<p>(3) Avant de prendre sa décision aux termes de l'article 20, l'autorité responsable, dans les cas où elle estime que la participation du public à l'examen préalable est indiquée ou 40</p>	<p>Participation du public</p>

stances — the responsible authority shall give the public an opportunity to examine and comment on the screening report before taking a course of action under section 20 and may, at any stage of the screening that it determines, give the public any other opportunity to participate.

Timing of public participation

(4) The responsible authority's discretion under subsection (3) with respect to the timing of public participation is subject to a decision made by the federal environmental assessment coordinator under paragraph 12.3(c).

dans les cas prévus par règlement, lui donne la possibilité d'examiner le rapport d'examen préalable et de faire ses observations à son égard. Elle peut également lui donner la possibilité de prendre part à toute étape de l'examen préalable qu'elle choisit.

Moment de la participation

(4) L'exercice du pouvoir discrétionnaire dont dispose l'autorité responsable, dans le cadre du paragraphe (3), de déterminer à quel moment peut se faire la participation du public est assujéti à toute décision pouvant être prise par le coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale en vertu de l'alinéa 12.3c).

1993, c. 34, s. 24(F)

11. Section 19 of the Act is replaced by the following:

Class screening reports

19. (1) Subject to subsection (3), the Agency may declare a report to be a class screening report if projects of the class described in the report are not likely, in the opinion of the Agency, to cause significant adverse environmental effects when the design standards and mitigation measures described in the class screening report are applied.

11. L'article 19 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 34, art. 24(F)

19. (1) Sous réserve du paragraphe (3), l'Agence peut désigner tout rapport d'examen préalable comme rapport d'examen préalable type applicable à une catégorie de projets, à la condition que les projets appartenant à la catégorie ne soient pas susceptibles, selon elle, de causer des effets environnementaux négatifs importants si les normes de conception et les mesures d'atténuation prévues par le rapport sont appliquées.

Rapport type

Use of class screening report

(2) The declaration shall include a statement that the class screening report may be used as

- (a) a replacement for the screening required by section 18, and the decision required by section 20, for projects of the class; or
- (b) a model for streamlining the screening required by section 18 for projects of the class.

(2) La désignation doit indiquer que le rapport d'examen préalable type peut servir :

- a) soit de substitut à l'examen préalable exigé par l'article 18 et à la décision visée par l'article 20 à l'égard de projets appartenant à la catégorie;
- b) soit de modèle pour simplifier l'examen préalable exigé par l'article 18 pour des projets appartenant à la catégorie.

Utilisation du rapport

Public notice and consideration of public comments

(3) The Agency shall, before making a declaration pursuant to subsection (1),

- (a) publish, in any manner it considers appropriate, a notice setting out the following information, namely,
 - (i) the date on which the draft report will be available to the public,
 - (ii) the place at which copies of it may be obtained, and

(3) Avant de faire une désignation, l'Agence :

- a) publie, selon les modalités qu'elle estime indiquées, un avis contenant les éléments suivants :
 - (i) la date à laquelle l'ébauche du rapport sera accessible au public,
 - (ii) le lieu où des exemplaires de celle-ci peuvent être obtenus,
 - (iii) l'adresse et la date limite pour la réception par elle d'observations sur

Avis public

	(iii) the deadline and address for filing comments on the appropriateness of its use as a <u>replacement or model for screenings for projects of that class</u> ; and	l'applicabilité du rapport comme modèle ou substitut de l'examen préalable pour les projets appartenant à la catégorie;	
	(b) take into consideration any comments filed under subparagraph (a)(iii).	b) prend en compte les <u>observations reçues</u> .	
Publication of declaration	(4) Any declaration made pursuant to subsection (1) shall be published in the <i>Canada Gazette</i> and, <u>together with the report to which it relates or a description of how a copy of the report may be obtained</u> , shall be included in the <u>Registry</u> .	(4) La <u>désignation</u> est publiée dans la <i>Gazette du Canada</i> et <u>versée, avec le rapport — ou une indication de la façon d'en obtenir copie —</u> , au registre.	Publication
Use of a class screening report as a replacement	(5) Where a responsible authority is satisfied that a project falls within a class in respect of which a class screening report has been made to which paragraph (2)(a) applies, no further action is required under section 18 or 20 with respect to the project, as long as the responsible authority ensures that the design standards and mitigation measures described in the report are implemented.	(5) Si l'autorité responsable estime que le projet appartient à une catégorie faisant l'objet d'un rapport d'examen préalable type visé à l'alinéa (2)a), les mesures visées par les articles 18 et 20 ne sont plus applicables; l'autorité responsable doit toutefois veiller à ce que soient mises en oeuvre les normes de conception et les mesures d'atténuation qui sont prévues au rapport visé par la désignation.	Emploi d'un substitut
Use of class screening report as a model	(6) Where a responsible authority is satisfied that a project or part of a project falls within a class in respect of which a class screening report has been made to which paragraph (2)(b) applies, the responsible authority may use or permit the use of that report and any screening on which it is based to whatever extent the responsible authority considers appropriate for the purpose of complying with section 18.	(6) Si l'autorité responsable estime que tout ou partie du projet appartient à une catégorie faisant l'objet d'un rapport d'examen préalable type visé à l'alinéa (2)b), l'autorité responsable peut utiliser les résultats de l'examen préalable et le rapport, ou en permettre l'utilisation, dans la mesure qu'elle estime indiquée pour l'application de l'article 18.	Emploi d'un modèle
Necessary adjustments	(7) Where a responsible authority uses or permits the use of a class screening report to which paragraph (2)(b) applies, it shall ensure that any adjustments are made to the report that are necessary to take into account local circumstances and any cumulative environmental effects that may result from the project in combination with other projects or activities that have been or will be carried out.	(7) Dans les cas visés au paragraphe (6), l'autorité responsable veille à ce que soient apportées au rapport d'examen préalable type les adaptations nécessaires à la prise en compte des facteurs locaux et des effets environnementaux cumulatifs qui, selon elle, peuvent résulter de la réalisation du projet combinée à l'existence d'autres ouvrages ou à la réalisation d'autres projets ou activités.	Adaptations
Declaration to remove class screening report	(8) Where the Agency determines that a class screening report is no longer appropriate to be used as a <u>replacement or model</u> in conducting screenings of other projects within the same class, the Agency may declare the report not to be a class screening report.	(8) L'Agence, si elle décide qu'un rapport type ne peut plus servir de substitut ou de modèle pour des projets appartenant à la catégorie, peut faire une déclaration <u>en ce sens</u> .	Déclaration

Publication

(9) Any declaration made pursuant to subsection (8) shall be published in the *Canada Gazette* and included in the Registry.

(9) La déclaration est publiée dans la *Gazette du Canada* et versée au registre.

Publication

12. Subsection 20(3) of the Act is replaced by the following:

12. Le paragraphe 20(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Scope of mitigation measures

(2.1) For greater certainty, in determining what mitigation measures it considers appropriate and in ensuring their implementation, a responsible authority is not limited by the Act of Parliament that confers the powers it exercises or the duties or functions it performs.

(2.1) Il demeure entendu que, dans la sélection et l'application des mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées, l'autorité responsable n'est pas limitée par le champ d'application de la loi sous le régime de laquelle elle exerce ses attributions.

Portée des mesures d'atténuation

Assistance of other federal authority

(2.2) A federal authority shall provide any assistance requested by a responsible authority in ensuring the implementation of a mitigation measure on which the federal authority and the responsible authority have agreed.

(2.2) Il incombe à l'autorité fédérale qui convient avec l'autorité responsable de mesures d'atténuation d'appuyer celle-ci, sur demande, dans l'application de ces mesures.

Appui à l'autorité responsable

Prohibition of actions in furtherance of project

(3) Where the responsible authority takes a course of action pursuant to paragraph (1)(b) in relation to a project, notwithstanding any other Act of Parliament, no power, duty or function conferred by or under that Act or any regulation made under it shall be exercised or performed that would permit that project to be carried out in whole or in part.

(3) Malgré toute autre loi fédérale, aucune attribution conférée sous le régime de cette loi ou de ses règlements ne peut être exercée de façon à permettre la mise en oeuvre, en tout ou en partie, d'un projet à l'égard duquel l'autorité responsable prend la décision visée à l'alinéa (1)b).

Interdiction de mise en oeuvre

1993, c. 34, s. 26(F)

13. Section 21 of the Act is replaced by the following:

13. L'article 21 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 34, art. 26(F)

Report and recommendation

21. Where a project is described in the comprehensive study list, the responsible authority shall, as soon as it is of the opinion that it has sufficient information to do so and has provided an opportunity for public participation,

21. Dans le cas où le projet est visé dans la liste d'étude approfondie, l'autorité responsable, dès qu'elle estime disposer de suffisamment de renseignements et après avoir tenu une consultation publique :

Rapport et recommandation

- (a) report to the Minister regarding
- (i) the scope of the project, and the factors to be considered in its assessment,
 - (ii) public concerns in relation to the project,
 - (iii) the potential of the project to cause adverse environmental effects, and
 - (iv) the ability of the comprehensive study to address issues relating to the project; and

- a) fait rapport au ministre de la portée du projet, des éléments à prendre en compte dans le cadre de l'évaluation, des préoccupations du public, de la possibilité d'effets environnementaux négatifs et de la question de savoir si l'étude approfondie permet l'examen des questions soulevées par le projet;
- b) lui recommande de poursuivre l'évaluation environnementale par étude approfondie ou de la renvoyer à un médiateur ou à une commission conformément à l'article 29.

	<p>(b) recommend to the Minister to continue with the environmental assessment by means of a comprehensive study, or to refer the project to a mediator or review panel in accordance with section 29.</p>	<p>5</p>	
<p>Minister's decision</p>	<p>21.1 (1) The Minister, taking into account the things with regard to which the responsible authority must report under paragraph 21(a) and the recommendation of the responsible authority under paragraph 21(b), shall, as the Minister considers appropriate,</p>	<p>21.1 (1) Le ministre, prenant en compte tous les éléments qui doivent lui être signalés dans le cadre de l'alinéa 21a) et les recommandations de l'autorité responsable et selon ce qu'il estime indiqué dans les circonstances :</p>	<p>Décision du ministre</p>
	<p>(a) refer the project to the responsible authority so that it may continue the comprehensive study and ensure that a comprehensive study report is prepared and provided to the Minister and to the Agency; or (b) refer the project to a mediator or review panel in accordance with section 29.</p>	<p>a) renvoie le projet à l'autorité responsable pour qu'elle poursuive l'étude approfondie et qu'elle veille à ce qu'un rapport de cette étude lui soit présenté, de même qu'à l'Agence; b) renvoie le projet à la médiation ou à l'examen par une commission conformément à l'article 29.</p>	
<p>Decision final</p>	<p>(2) Despite any other provision of this Act, if the Minister refers the project to a responsible authority under paragraph (1)(a), it may not be referred to a mediator or review panel in accordance with section 29.</p>	<p>(2) Malgré toute autre disposition de la présente loi, le projet que le ministre renvoie à l'autorité responsable au titre de l'alinéa (1)a) ne peut faire l'objet d'une médiation ou d'un examen par une commission conformément à l'article 29.</p>	<p>Caractère définitif de la décision</p>
<p>Public participation</p>	<p>21.2 Where a project has been referred to a responsible authority under paragraph 21.1(1)(a), the responsible authority shall ensure that the public is provided with an opportunity, in addition to those provided under sections 21 and 22, to participate in the comprehensive study, subject to a decision with respect to the timing of the participation made by the environmental assessment coordinator under paragraph 12.3(c).</p>	<p>21.2 En plus des consultations publiques prévues aux articles 21 et 22, l'autorité responsable à laquelle le projet est renvoyé en vertu de l'alinéa 21.1(1)a) est tenue de veiller à ce que le public ait la possibilité de prendre part à l'étude approfondie. Elle est toutefois assujettie à toute décision éventuellement prise par le coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale en vertu de l'alinéa 12.3c) quant au moment de la participation.</p>	<p>Participation du public à l'étude approfondie</p>
<p>Decision of Minister</p>	<p>14. Section 23 of the Act is replaced by the following:</p>	<p>14. L'article 23 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	
	<p>23. (1) The Minister shall, after taking into consideration the comprehensive study report and any comments filed pursuant to subsection 22(2), refer the project back to the responsible authority for action under section 37 and issue an environmental assessment decision statement that</p>	<p>23. (1) Le ministre, après avoir pris en compte le rapport d'étude approfondie et les observations qui ont été présentées en vertu du paragraphe 22(2), renvoie le projet à l'autorité responsable pour qu'elle prenne une décision en application de l'article 37 et fait une déclaration dans laquelle :</p>	<p>Avis du ministre</p>
	<p>(a) sets out the Minister's opinion as to whether, taking into account the imple-</p>	<p>a) il indique si, selon lui, le projet est susceptible, compte tenu de la mise en</p>	

mentation of any mitigation measures that the Minister considers appropriate, the project is or is not likely to cause significant adverse environmental effects; and

(b) sets out any mitigation measures or follow-up program that the Minister considers appropriate, after having taken into account the views of the responsible authorities and other federal authorities concerning the measures and program.

(2) Before issuing an environmental assessment decision statement, the Minister shall, if the Minister is of the opinion that additional information is necessary or that there are public concerns that need to be further addressed, request that the federal authorities referred to in paragraph 12.3(a) or the proponent ensure that the necessary information is provided or actions are taken to address those public concerns.

15. Subsection 29(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Where, at any time after an environmental assessment or part of an environmental assessment of a project has been referred to a mediator, the Minister or the mediator determines that the mediation is not likely to produce a result that is satisfactory to all the participants, the Minister shall order the conclusion of the mediation.

16. Subsection 32(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

32. (1) Dès la fin de la médiation, le médiateur présente un rapport au ministre et à l'autorité responsable.

17. (1) Subsection 35(3) of the Act is replaced by the following:

(3) A hearing by a review panel shall be public unless the panel is satisfied after representations made by a witness that specific, direct and substantial harm would be caused to the witness or specific harm to the environment by the disclosure of the evidence, documents or other things that the witness is ordered to give or produce pursuant to subsection (1).

oeuvre des mesures d'atténuation qu'il estime appropriées, d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants;

b) il indique, s'il y a lieu, les mesures d'atténuation et tout programme de suivi qu'il estime appropriés, compte tenu des observations des autorités responsables et des autorités fédérales concernant ces mesures ou programmes.

(2) Avant de faire la déclaration, le ministre, s'il estime qu'il lui faut des renseignements supplémentaires ou qu'il convient de mieux répondre aux préoccupations du public, demande aux autorités fédérales visées à l'alinéa 12.3a) ou au promoteur de veiller à ce que les renseignements nécessaires soient fournis ou à ce que les mesures nécessaires pour répondre aux préoccupations du public soient prises.

15. Le paragraphe 29(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Dans le cas où, à tout moment après le renvoi de l'évaluation environnementale d'un projet ou d'une partie de celle-ci à un médiateur, le ministre ou le médiateur estime que la médiation n'est pas susceptible de donner des résultats satisfaisants pour les parties, le ministre met fin à la médiation.

16. Le paragraphe 32(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

32. (1) Dès la fin de la médiation, le médiateur présente un rapport au ministre et à l'autorité responsable.

17. (1) Le paragraphe 35(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Les audiences de la commission sont publiques sauf si elle décide, à la suite d'observations faites par le témoin, que la communication des éléments de preuve, documents ou objets qu'il est tenu de présenter au titre du présent article lui causerait directement un préjudice réel et sérieux ou causerait un préjudice réel à l'environnement.

More information required

When mediation fails

Rapport du médiateur

Hearings to be public

Renseignements supplémentaires

Pouvoirs du ministre

Rapport du médiateur

Audiences publiques

(2) Section 35 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

(2) L'article 35 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Non-disclosure

(4.1) Where a review panel is satisfied that the disclosure of evidence, documents or other things would cause specific harm to the environment, the evidence, documents or things are privileged and shall not, without the authorization of the review panel, knowingly be or be permitted to be communicated, disclosed or made available by any person who has obtained the evidence, documents or other things pursuant to this Act.

(4.1) Si la commission conclut qu'un préjudice réel, pour l'environnement, résulterait de la communication d'éléments de preuve, de documents ou d'objets, ces éléments de preuve, documents ou objets sont protégés; la personne qui les a obtenus en vertu de la présente loi ne peut sciemment les communiquer ou permettre qu'ils le soient sans l'autorisation de la commission.

Non-communication

1994, c. 46, s. 3(1)

18. (1) The portion of subsection 37(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

18. (1) Le passage du paragraphe 37(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 46, par. 3(1)

Decision of responsible authority

37. (1) Subject to subsections (1.1) to (1.3), the responsible authority shall take one of the following courses of action in respect of a project after taking into consideration the report submitted by a mediator or a review panel or, in the case of a project referred back to the responsible authority pursuant to subsection 23(1), the comprehensive study report:

37. (1) Sous réserve des paragraphes (1.1) à (1.3), l'autorité responsable, après avoir pris en compte le rapport du médiateur ou de la commission ou, si le projet lui est renvoyé aux termes du paragraphe 23(1), le rapport d'étude de approfondie, prend l'une des décisions suivantes :

Autorité responsable

(2) Section 37 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.1):

(2) L'article 37 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :

Federal authority

(1.2) Where a response to a report is required under paragraph (1.1)(a) and there is, in addition to a responsible authority, a federal authority referred to in paragraph 5(2)(b) in relation to the project, that federal authority may act as a responsible authority for the purposes of that response. This subsection applies in the case of a federal authority within the meaning of paragraph (b) of the definition "federal authority" in subsection 2(1) if the Minister through whom the authority is accountable to Parliament agrees.

(1.2) Lorsqu'une autorité responsable a l'obligation, en vertu du paragraphe (1.1), de donner suite au rapport qui y est visé, toute autorité fédérale dont le rôle à l'égard du projet est prévu à l'alinéa 5(2)b) peut prendre part à l'exécution de cette obligation comme si elle était une autorité responsable. S'agissant d'une autorité fédérale visée à l'alinéa b) de la définition de « autorité fédérale », au paragraphe 2(1), elle peut s'acquitter de cette obligation avec l'agrément du ministre par l'intermédiaire duquel elle rend compte de ses activités au Parlement.

Application du paragraphe 5(2)

Approval of Governor in Council

(1.3) Where a project is referred back to a responsible authority under subsection 23(1) and the Minister issues an environmental assessment decision statement to the effect that the project is likely to cause significant adverse environmental effects, no course of action may be taken by the responsible

(1.3) L'autorité responsable à laquelle le projet est renvoyé au titre du paragraphe 23(1) ne prend la décision visée au paragraphe (1) qu'avec l'agrément du gouverneur en conseil si le projet est, selon la déclaration du ministre, susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants.

Agrément du gouverneur en conseil

authority under subsection (1) without the approval of the Governor in Council.

(3) Subsection 37(3) of the Act is replaced by the following:

(2.1) For greater certainty, in determining what mitigation measures it considers appropriate and in ensuring their implementation, a responsible authority is not limited by the Act of Parliament that confers the powers it exercises or the duties or functions it performs.

(2.2) A federal authority shall provide any assistance requested by a responsible authority in ensuring the implementation of a mitigation measure on which the federal authority and the responsible authority have agreed.

(3) Where the responsible authority takes a course of action referred to in paragraph (1)(b) in relation to a project, notwithstanding any other Act of Parliament, no power, duty or function conferred by or under that Act or any regulation made under it shall be exercised or performed that would permit that project to be carried out in whole or in part.

19. Section 38 of the Act is replaced by the following:

38. (1) Where a responsible authority takes a course of action under paragraph 20(1)(a), it shall consider whether a follow-up program for the project is appropriate in the circumstances and, if so, shall design a follow-up program in accordance with any regulations made under paragraph 59(h.1) and ensure its implementation.

(2) Where a responsible authority takes a course of action under paragraph 37(1)(a), it shall design a follow-up program for the project in accordance with any regulations made under paragraph 59(h.1) and ensure its implementation.

(3) In designing a follow-up program and in ensuring its implementation, a responsible authority is not limited by the Act of Parliament that confers the powers it exercises or the duties or functions it performs.

(3) Le paragraphe 37(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2.1) Il demeure entendu que, dans la sélection et l'application des mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées, l'autorité responsable n'est pas limitée par le champ d'application de la loi sous le régime de laquelle elle exerce ses attributions.

(2.2) Il incombe à l'autorité fédérale qui convient avec l'autorité responsable de mesurer d'atténuation d'appuyer celle-ci, sur demande, dans l'application de ces mesures.

(3) Malgré toute autre loi fédérale, aucune attribution conférée sous le régime de cette loi ou de ses règlements ne peut être exercée de façon à permettre la mise en oeuvre, en tout ou en partie, d'un projet à l'égard duquel l'autorité responsable prend la décision visée à l'alinéa (1)b).

19. L'article 38 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

38. (1) Si elle décide de la mise en oeuvre conformément à l'alinéa 20(1)a), l'autorité responsable examine l'opportunité d'un programme de suivi dans les circonstances; le cas échéant, elle procède à l'élaboration d'un tel programme selon les modalités éventuellement prévues par règlement pris en vertu de l'alinéa 59h.1) et veille à son application.

(2) Si elle décide de la mise en oeuvre conformément à l'alinéa 37(1)a), l'autorité responsable élabore un programme de suivi selon les modalités éventuellement prévues par règlement pris en vertu de l'alinéa 59h.1) et veille à son application.

(3) Dans l'élaboration et l'application du programme de suivi qu'elle estime indiqué, l'autorité responsable n'est pas limitée par le champ d'application de la loi sous le régime de laquelle elle exerce ses attributions.

Scope of mitigation measures

Assistance of other federal authority

Prohibition: proceeding with project

1993, c. 34, s. 30(F)

Consideration of follow-up — decision under paragraph 20(1)(a)

Mandatory follow-up — decision under paragraph 37(1)(a)

Scope of follow-up program

Portée des mesures d'atténuation

Appui à l'autorité responsable

Interdiction de mise en oeuvre

1993, ch. 34 art. 30(F)

Décision au titre de l'al. 20(1)a) : suivi

Décision au titre de l'al. 37(1)a) : suivi

Portée du programme de suivi

Assistance of other federal authority

(4) A federal authority shall provide any assistance requested by a responsible authority in ensuring the implementation of a follow-up program on which the federal authority and the responsible authority have agreed.

(4) Il incombe à l'autorité fédérale qui convient avec l'autorité responsable du programme de suivi d'appuyer celle-ci, sur demande, dans la mise en oeuvre du programme.

Appui à l'autorité responsable

5

Follow-up programs

(5) The results of follow-up programs may be used for implementing adaptive management measures and for improving the quality of future environmental assessments.

(5) Les résultats des programmes de suivi peuvent être utilisés pour mettre en oeuvre des mesures de gestion adaptée ou pour améliorer la qualité des évaluations environnementales futures.

Programme de suivi

10

1993, c. 34, s. 31(1)(F)

20. Subsection 40(2) of the Act is replaced by the following:

20. Le paragraphe 40(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 34, par. 31(1)(F)

Review panels established jointly with another jurisdiction

(2) Subject to section 41, where the referral of a project to a review panel is required or permitted by this Act, the Minister

(2) Sous réserve de l'article 41, dans le cas où il estime qu'un examen par une commission est nécessaire ou possible, le ministre :

Examen conjoint

15

15

(a) may enter into an agreement or arrangement with a jurisdiction referred to in paragraph (1)(a), (b), (c) or (d) that has powers, duties or functions in relation to the assessment of the environmental effects of the project, respecting the joint establishment of a review panel and the manner in which an assessment of the environmental effects of the project is to be conducted by the review panel; and

a) peut conclure avec l'instance visée à l'alinéa (1)a), b), c) ou d) exerçant des attributions relatives à l'évaluation des effets environnementaux du projet un accord relatif à la constitution conjointe d'une commission et aux modalités d'examen des effets environnementaux du projet par celle-ci;

(b) shall, in the case of a jurisdiction within the meaning of subsection 12(5) that has a responsibility or an authority to conduct an assessment of the environmental effects of the project or any part of it, offer to consult and cooperate with that other jurisdiction respecting the assessment of the environmental effects of the project.

b) est tenu, dans le cas d'une instance, au sens du paragraphe 12(5), qui a la responsabilité ou le pouvoir d'entreprendre l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie du projet, d'offrir de consulter et de coopérer avec celle-ci à l'égard de l'évaluation des effets environnementaux du projet.

25

25

21. Paragraph 41(d) of the Act is replaced by the following:

21. L'alinéa 41d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(d) the review panel is to have the powers and immunities provided for in section 35;

d) les pouvoirs et immunités prévus à l'article 35 sont conférés à la commission;

35

22. Subsection 46(1) of the Act is replaced by the following:

22. Le paragraphe 46(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Transboundary and related environmental effects

46. (1) Where no power, duty or function referred to in section 5 is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project that is to be carried out in a province and the Minister is of the opinion that the

46. (1) Le ministre peut, conformément à l'article 29, renvoyer à un médiateur ou à une commission l'évaluation des effets environnementaux d'un projet à l'égard duquel aucune des attributions visées à l'article 5 ne doit

Effets interprovinciaux

project may cause significant adverse environmental effects in another province, the Minister may refer the project to a mediator or a review panel in accordance with section 29 for an assessment of the environmental effects of the project in that other province.

être exercée par une autorité fédérale si le projet doit être mis en oeuvre dans une province et peut, à son avis, entraîner des effets négatifs importants pour l'environnement d'une autre province.

5

1995, c. 5,
par. 25(1)(b)

23. Subsection 47(1) of the Act is replaced by the following:

23. Le paragraphe 47(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 5,
al. 25(1)(b)

International
environmental
effects

47. (1) Where no power, duty or function referred to in section 5 is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project that is to be carried out in Canada or on federal lands and the Minister is of the opinion that the project may cause significant adverse environmental effects occurring both outside Canada and outside those federal lands, the Minister and the Minister of Foreign Affairs may refer the project to a mediator or a review panel in accordance with section 29 for an assessment of the environmental effects of the project occurring both outside Canada and outside federal lands.

47. (1) Dans le cas où aucune des attributions visées à l'article 5 ne doit être exercée par une autorité fédérale à l'égard d'un projet 10 devant être mis en oeuvre au Canada ou sur le territoire domanial et où le ministre est d'avis que le projet peut entraîner des effets environnementaux négatifs importants à la fois à l'étranger et hors du territoire domanial, le 15 ministre et le ministre des Affaires étrangères peuvent, conformément à l'article 29, renvoyer à un médiateur ou à une commission l'évaluation des effets environnementaux internationaux. 20

Effets
internationaux

24. (1) The portion of subsection 48(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

24. (1) Le passage du paragraphe 48(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

25

Environmental
effects of
projects
carried out on
lands of
federal
interest

48. (1) Where no power, duty or function referred to in section 5 is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project that is to be carried out in Canada and the Minister is of the opinion that the project may cause significant adverse environmental effects on

48. (1) Le ministre peut renvoyer à un médiateur ou à une commission l'évaluation 25 des effets environnementaux d'un projet à l'égard duquel aucune attribution visée à l'article 5 ne doit être exercée par une autorité fédérale, si le projet doit être mis en oeuvre au Canada et peut, à son avis, entraîner des effets 30 négatifs importants pour l'environnement sur :

Territoire
domanial et
autre

(2) The portion of subsection 48(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Le passage du paragraphe 48(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

35

35

Environmental
effects of
projects
carried out on
reserve lands,
etc.

(2) Where no power, duty or function referred to in section 5 is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project that is to be carried out on

(2) S'il est d'avis qu'un projet à l'égard duquel aucune attribution visée à l'article 5 ne doit être exercée par une autorité fédérale et qui doit être mis en oeuvre sur les terres énumérées ci-après peut entraîner des effets 40 négatifs importants pour l'environnement à l'extérieur de ces terres, le ministre peut, conformément à l'article 29, renvoyer à un médiateur ou à une commission l'examen de ces effets :

Terres d'une
réserve et
autres

45

(3) Subsection 48(5) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (d):

- (e) in respect of lands referred to in paragraph (1)(a) or (2)(a), the council of the band for whose use and benefit the reserve has been set apart;
- (f) in respect of lands referred to in paragraph (1)(c) or (e) or (2)(b), the party to the agreement or claim representing the aboriginal people or that party’s successor; and
- (g) in respect of lands that have been set aside for the use and benefit of Indians pursuant to legislation referred to in paragraph (1)(d) or (2)(c), the governing body established by that legislation.

(3) Le paragraphe 48(5) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa d), de ce qui suit :

- e) à l’égard des terres visées aux alinéas (1)a) ou (2)a), au conseil de la bande à l’usage et au profit de laquelle la réserve a été mise de côté;
- f) à l’égard des terres visées aux alinéas (1)c) ou e) ou (2)b), à la partie à l’accord — ou à son successeur — ou à la revendication qui représente le peuple autochtone;
- g) à l’égard des terres qui ont été mises de côté à l’usage et au profit des Indiens conformément à une loi visée aux alinéas (1)d) ou (2)c), à l’organisme dirigeant constitué par cette loi.

1993, c. 34, s. 37(F)

25. Subsections 54(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2) Subject to subsection (3), where a federal authority or the Government of Canada on behalf of a federal authority enters into an agreement or arrangement with any government or any person, organization or institution, whether or not part of or affiliated with a government, under which a federal authority exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b) or 10.1(2)(b) in relation to projects the essential details of which are not specified and that are to be carried out both outside Canada and outside federal lands, the Government of Canada or the federal authority shall ensure, in so far as is practicable and subject to any other such agreement to which the Government of Canada or federal authority is a party, that the agreement or arrangement provides for the assessment of the environmental effects of those projects and that the assessment will be carried out as early as practicable in the planning stages of those projects, before irrevocable decisions are made, in accordance with

- (a) this Act and the regulations; or
- (b) a process for the assessment of the environmental effects of projects that is consistent with the requirements of this Act

International agreement or arrangement

25. Les paragraphes 54(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le gouvernement du Canada ou toute autorité fédérale veille à ce que les accords que l’autorité fédérale conclut — ou que le gouvernement conclut en son nom — avec soit un gouvernement, soit une personne, un organisme ou une institution, peu importe qu’ils soient ou non affiliés à un gouvernement ou en fassent partie, en vertu desquels une autorité fédérale exerce une attribution visée aux alinéas 5(1)b) ou 10.1(2)b) au titre de projets dont les éléments essentiels ne sont pas déterminés qui doivent être mis en oeuvre à la fois à l’étranger et hors du territoire domaniale, prévoient, dans la mesure du possible, tout en étant compatibles avec les accords dont le Canada ou une autorité fédérale est déjà signataire à leur entrée en vigueur, l’évaluation des effets environnementaux des projets, cette évaluation devant être effectuée le plus tôt possible au stade de leur planification, avant la prise d’une décision irrévocable, conformément à la présente loi et aux règlements ou au processus, compatible avec la présente loi, d’évaluation des effets environnementaux de projets applicable dans l’État étranger où ceux-ci doivent être mis en oeuvre.

1993, ch. 34, art. 37(F)

Accords internationaux

and is in effect in the foreign state where the projects are to be carried out.

Exception

(3) Subsection (1) or (2) does not apply in respect of an agreement or arrangement referred to in that subsection where the federal authority will be required to exercise a power or perform a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b) or 10.1(2)(b) in relation to the projects in respect of which the agreement or arrangement applies after the essential details of the projects are specified.

(3) Les paragraphes (1) ou (2) ne s'appliquent pas à un accord visé à ces paragraphes dans les cas où une autorité fédérale est tenue d'exercer une attribution visée aux alinéas 5(1)b) ou 10.1(2)b) relativement aux projets qui font l'objet de l'accord après la détermination des éléments essentiels de ceux-ci.

Exception

1993, c. 34, s. 38(F)

26. Section 55 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

26. L'article 55 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

1993, ch. 34, art. 38(F)

10

CANADIAN ENVIRONMENTAL ASSESSMENT
REGISTRY

REGISTRE CANADIEN D'ÉVALUATION
ENVIRONNEMENTALE

Establishment and maintenance

55. (1) For the purposes of providing notice in a timely manner of environmental assessments and of facilitating public access to records relating to them, the Agency shall establish and maintain an electronic registry to be called the Canadian Environmental Assessment Registry.

55. (1) L'Agence établit et tient sous forme électronique le registre canadien d'évaluation environnementale en vue de notifier les évaluations environnementales en temps opportun et de faciliter l'accès du public aux documents relatifs à celles-ci.

Établissement et tenue

Contents

(2) Subject to subsection (3), the Registry shall contain

(a) notice of the commencement of an environmental assessment, except where a class screening report is used under subsection 19(5) or (6);

(b) an agreement contemplated by subsection 12.4(3);

(c) a statement of the projects in respect of which a class screening report is used under subsection 19(5) or (6);

(d) any declaration referred to in subsection 19(4) and the report to which it relates or a description of how a copy of the report may be obtained, and any declaration referred to in subsection 19(9);

(e) notice of termination of an environmental assessment by a responsible authority under section 26;

(f) notice of termination of an environmental assessment by the Minister under section 27;

(2) Sont conservés au registre, sous réserve du paragraphe (3) :

a) avis du lancement d'une évaluation environnementale, sauf si l'autorité responsable utilise un rapport d'examen préalable type en vertu des paragraphes 19(5) ou (6);

b) l'entente visée au paragraphe 12.4(3);

c) le relevé des projets à l'égard desquels une autorité responsable utilise un rapport d'examen préalable type en vertu des paragraphes 19(5) ou (6);

d) toute désignation faite dans le cadre du paragraphe 19(4), avec le rapport ou une indication de la façon d'en obtenir copie, de même que toute déclaration faite dans le cadre du paragraphe 19(9);

e) avis de la décision de l'autorité responsable de mettre fin à l'évaluation environnementale au titre de l'article 26;

f) avis de la décision du ministre de mettre fin à l'évaluation environnementale au titre de l'article 27;

Contenu

35

- | | | |
|---|--|--|
| <p>(g) any public notices that are issued by responsible authorities or the Agency to request public input into an environmental assessment;</p> <p>(h) notice of a decision of the Minister to refer a project under paragraph 21.1(1)(a);</p> <p>(i) the screening or comprehensive study report taken into consideration by a responsible authority for the purpose of a decision under section 20 or 37 or a description of how a copy of the report may be obtained, except where a class screening report is used under subsection 19(5) or (6);</p> <p>(j) an environmental assessment decision statement under subsection 23(1) or a request made under subsection 23(2);</p> <p>(k) notice of the referral of a project to a mediator or review panel;</p> <p>(l) if the Minister has ordered the conclusion of a mediation under subsection 29(4), notice of the order;</p> <p>(m) a report of a mediator or review panel or a summary of the report;</p> <p>(n) a response under paragraph 37(1.1)(a) by a responsible authority — or under subsection 37(1.2) by a federal authority — to the report of a mediator or review panel;</p> <p>(o) a responsible authority's environmental assessment decision made under section 20 or 37, except where a class screening report is used under subsection 19(5) or (6);</p> <p>(p) a description summarizing any follow-up program and its results or an indication of how a full description of the program and its results may be obtained;</p> <p>(q) any other information that the responsible authority or the Agency, as the case may be, considers appropriate, including information in the form of a list of relevant documents in which case a description where they may be obtained shall be provided; and</p> <p>(r) any other record or information prescribed under paragraph 59(h).</p> | <p>g) avis public lancé par l'autorité responsable ou l'Agence sollicitant la participation du public à l'évaluation environnementale;</p> <p>h) avis de la décision du ministre de renvoyer le projet au titre de l'alinéa 21.1(1)a);</p> <p>i) le rapport d'examen préalable ou de l'étude approfondie sur lequel se fonde la décision de l'autorité responsable au titre des articles 20 ou 37 — ou une indication de la façon d'en obtenir copie —, sauf si l'autorité responsable utilise un rapport d'examen préalable type en vertu des paragraphes 19(5) ou (6);</p> <p>j) la déclaration que fait le ministre en application du paragraphe 23(1) et la demande qu'il peut faire au titre du paragraphe 23(2);</p> <p>k) avis de renvoi du projet à la médiation ou à l'examen par une commission;</p> <p>l) avis, le cas échéant, de la décision du ministre de mettre fin à la médiation au titre du paragraphe 29(4);</p> <p>m) le rapport du médiateur ou de la commission, ou un résumé du rapport;</p> <p>n) la suite que l'autorité responsable ou l'autorité fédérale entend donner, au titre des paragraphes 37(1.1) ou (1.2), au rapport du médiateur ou de la commission;</p> <p>o) la décision prise par l'autorité responsable en application des articles 20 ou 37, sauf si celle-ci utilise un rapport d'examen préalable type en vertu des paragraphes 19(5) ou (6);</p> <p>p) la description sommaire du programme de suivi et de ses résultats ou une indication de la façon d'obtenir copie de la description complète du programme et de ses résultats;</p> <p>q) tout autre renseignement, notamment sous la forme d'une liste de documents — accompagnée, dans ce cas, d'une indication de la façon d'en obtenir copie —, que l'autorité responsable ou l'Agence, selon le cas, juge indiqué;</p> <p>r) tout autre document ou renseignement prévu par règlement pris en vertu de l'alinéa 59h).</p> | <p>5</p> <p>10</p> <p>15</p> <p>20</p> <p>25</p> <p>30</p> <p>35</p> <p>40</p> <p>45</p> |
|---|--|--|

Form and manner of Registry	<p>(3) The Agency may determine</p> <p>(a) what the form of the Registry is to be and how it is to be kept;</p> <p>(b) how records and information are to be included in it; 5</p> <p>(c) what information must be contained in any record referred to in subsection (2);</p> <p>(d) when information must be contained in the Registry and when it may be removed from it; and 10</p> <p>(e) how access to the Registry is to be provided.</p>	<p>(3) L'Agence peut décider :</p> <p>a) des modalités de forme et de tenue du registre;</p> <p>b) des modalités selon lesquelles les documents doivent y être versés; 5</p> <p>c) des renseignements qui doivent se trouver dans les documents visés au paragraphe (2);</p> <p>d) du moment où les documents doivent être versés au registre et où ils peuvent en être 10 retirés;</p> <p>e) des modalités d'accès au registre.</p>	Modalités de forme, de contenu et d'accès
Duty to contribute records — Agency	<p>55.1 (1) The Agency shall ensure that the records referred to in paragraphs 55(2)(b), (d), (h) and (j) are included in the Registry. 15</p>	<p>55.1 (1) L'Agence veille à ce que soient versés dans le registre les documents visés aux alinéas 55(2)b), d), h) et j). 15</p>	Responsabilité à l'égard du registre : Agence
In the case of mediation or review panel	<p>(2) The Agency shall, in the case of a mediation or an assessment by a review panel, ensure that the records referred to in paragraphs 55(2)(f), (g), (k), (l), (m), (n), (p) and (q), and any record or information referred to in paragraph 55(2)(r), are included in the Registry. 20</p>	<p>(2) Elle veille également à ce que, dans le cas d'une médiation ou d'un examen par une commission, les documents visés aux alinéas 55(2)f), g), k), l), m), n), p) et q) y soient versés, de même que, le cas échéant, les documents et 20 renseignements visés à l'alinéa 55(2)r).</p>	Cas de médiation et d'examen en commission
Duty to contribute records — responsible authorities	<p>55.2 (1) A responsible authority shall, in the case of a screening or a comprehensive study, ensure that the records referred to in paragraphs 55(2)(a), (e), (g), (i), (o), (p) and (q), and any record or information referred to in paragraph 55(2)(r), are included in the Registry. 25</p>	<p>55.2 (1) L'autorité responsable veille à ce que, dans le cas d'un examen préalable ou d'une étude approfondie, soient versés au registre les documents visés aux alinéas 25 55(2)a), e), g), i), o), p) et q), de même que, le cas échéant, les documents et renseignements visés à l'alinéa 55(2)r).</p>	Responsabilité à l'égard du registre : autorité responsable
Statement — paragraph 55(2)(c)	<p>(2) A responsible authority shall ensure that 30 the statement referred to in paragraph 55(2)(c) is included in the Registry every three months or with any other frequency to which it agrees with the Agency.</p>	<p>(2) Elle veille également à ce que les relevés visés à l'alinéa 55(2)c) y soient versés trimes-30 triellement ou selon la fréquence dont elle convient avec l'Agence.</p>	Relevés : al. 55(2)c)
Third party information	<p>55.3 (1) For the purposes of sections 55.1 35 and 55.2, the Agency or a responsible authority, as the case may be, shall ensure that no information, the disclosure of which would be prohibited under section 20 of the <i>Access to Information Act</i>, is included in the Registry. 40</p>	<p>55.3 (1) Pour l'application des articles 55.1 et 55.2, l'Agence ou l'autorité responsable, selon le cas, doit veiller à ce que ne soient pas 35 versés au registre des renseignements dont la communication doit être refusée en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>.</p>	Renseignements de tiers

Applicability of sections 27, 28 and 44 of Access to Information Act to third party information

(2) Sections 27, 28 and 44 of the Access to Information Act apply to any information described in subsection 27(1) of that Act that the Agency or a responsible authority intends be included in the Registry with any modifications that the circumstances require, including the following:

(a) the information is deemed to be a record that the head of a government institution intends to disclose; and

(b) any reference to the person who requested access shall be disregarded.

Protection from civil proceeding or prosecution

55.4 Notwithstanding any other Act of Parliament, no civil or criminal proceedings lie against a responsible authority, the Agency or the Minister, or against any person acting on behalf of them or under their direction, and no proceedings lie against the Crown, the Agency or any responsible authority, for the disclosure in good faith of any record or any part of a record pursuant to this Act or for any consequences that flow from that disclosure or for the failure to give any notice required under section 27 or 28 of the Access to Information Act if reasonable care is taken to give the required notice.

27. The heading before section 56 of the Act is replaced by the following:

RELEVANT INFORMATION

28. The Act is amended by adding the following after section 56:

56.1 Federal authorities and persons and bodies referred to in sections 8 to 10 shall, if requested to do so by the Agency, provide the Agency with the information respecting the assessments that they conduct under this Act that the Agency considers necessary in support of a quality assurance program that it establishes.

29. Subsection 58(1.1) of the Act is replaced by the following:

Information required in support of quality assurance program

1994, c. 46, s. 4(2)

(2) Sous réserve des adaptations nécessaires, notamment de celles qui suivent, les articles 27, 28 et 44 de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquent à tout renseignement visé au paragraphe 27(1) de cette loi que l'Agence ou l'autorité responsable a l'intention de faire verser au registre :

a) ce renseignement est réputé constituer un document que le responsable d'une institution fédérale a l'intention de communiquer;

b) il ne doit pas être tenu compte des mentions de la personne qui fait la demande de communication des renseignements.

55.4 Malgré toute autre loi fédérale, l'autorité responsable, l'Agence ou le ministre et les personnes qui agissent en leur nom ou sous leur autorité bénéficient de l'immunité en matière civile ou pénale, et la Couronne, l'Agence ainsi que les autorités responsables bénéficient de l'immunité devant toute juridiction, pour la communication totale ou partielle d'un document faite de bonne foi en vertu de la présente loi ainsi que pour les conséquences qui en découlent; ils bénéficient également de l'immunité dans les cas où, ayant fait preuve de la diligence nécessaire, ils n'ont pu donner les avis prévus aux articles 27 et 28 de la Loi sur l'accès à l'information.

27. L'intertitre précédant l'article 56 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

INFORMATION PERTINENTE

28. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 56, de ce qui suit :

56.1 Sur demande, les autorités fédérales, personnes ou organismes visés à l'un ou l'autre des articles 8 à 10 sont tenus de fournir à l'Agence les renseignements concernant toute évaluation qu'ils ont effectuée sous le régime de la présente loi que celle-ci estime utiles à l'appui d'un programme d'assurance de la qualité mis sur pied à son initiative.

29. Le paragraphe 58(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Application des art. 27, 28 et 44 de la Loi sur l'accès à l'information

Immunité

Renseignements nécessaires pour le programme d'assurance de la qualité

1994, ch. 46, par. 4(2)

Participant
funding

(1.1) For the purposes of this Act, the Minister shall establish a participant funding program to facilitate the participation of the public in comprehensive studies, mediations and assessments by review panels established under either subsection 33(1) or 40(2).

30. (1) Section 59 of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) respecting the duties and functions of the federal environmental assessment coordinator, and respecting the selection or designation of the coordinator;

(2) Paragraph 59(c) of the Act is replaced by the following:

(c) exempting any projects or classes of projects from the requirement to conduct an assessment under this Act that

(i) in the opinion of the Governor in Council, ought not to be assessed for reasons of national security, 20

(ii) in the case of projects in relation to physical works, in the opinion of the Governor in Council, have insignificant environmental effects, or

(iii) have a total cost below a prescribed amount and meet prescribed environmental conditions;

(c.1) exempting, in replacement of exemptions made under paragraph (c), in relation to any corporation referred to in section 8 and designated in the regulations individually or by class or in relation to the Canadian International Development Agency, any projects or classes of projects to be carried out outside Canada and any federal lands from the requirement to conduct an assessment under either section 8 or 10.1 that

(i) in the opinion of the Governor in Council, ought not to be assessed for reasons of national security, 40

(ii) in the case of projects in relation to a physical work, in the opinion of the Governor in Council, have insignificant environmental effects, or

(iii) have a total cost below a prescribed amount and meet prescribed environmental conditions;

1993, c. 34,
s. 40(1)(F)

(1.1) Le ministre crée, pour l'application de la présente loi, un fonds de participation du public aux études approfondies, aux médiations et aux examens par une commission constituée dans le cadre des paragraphes 33(1) ou 40(2).

30. (1) L'article 59 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) régir les attributions du coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale et la façon dont il est désigné;

(2) L'alinéa 59c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) soustraire à l'évaluation exigée par la présente loi des projets ou des catégories de projets :

(i) dont, à son avis, l'évaluation ne serait pas indiquée pour des raisons de sécurité nationale, 20

(ii) qui sont liés à un ouvrage et dont, à son avis, les effets environnementaux ne sont pas importants,

(iii) qui remplissent les conditions de nature environnementale prévues par règlement et dont le coût total est en-deçà du seuil réglementaire;

c.1) en remplacement des projets ou catégories de projets visés à l'alinéa c) et à l'égard de toute entité visée à l'article 8 que le règlement précise ou de l'Agence canadienne de développement international, soustraire à l'évaluation exigée aux articles 8 ou 10.1 des projets ou catégories de projets devant être réalisés à l'extérieur du Canada et du territoire domanial :

(i) dont, à son avis, l'évaluation ne serait pas indiquée pour des raisons de sécurité nationale,

(ii) qui sont liés à un ouvrage et dont, à son avis, les effets environnementaux ne sont pas importants,

(iii) qui remplissent les conditions de nature environnementale que prévoit le règlement et dont le coût total est en-deçà du seuil réglementaire;

Fonds de
participation1993, ch. 34,
par. 40(1)(F)

(3) Paragraph 59(h) of the Act is replaced by the following:

(h) prescribing records or information to be included in the Registry by the Agency or a responsible authority, and respecting the charging of fees for providing copies of documents contained either in a list of relevant documents contained in the Registry or in the Registry itself; 5

(h.1) for the purposes of subsection 38(1) or (2) or 53(1), prescribing the manner of designing a follow-up program; 10

(4) Paragraphs 59(j) to (l) of the Act are replaced by the following:

(i.1) prescribing, in the case of projects that are to be carried out outside Canada and any federal lands and that are subject to assessment of environmental effects conducted in accordance with section 8, in prescribed circumstances or on any prescribed terms and conditions, 15

(i) federal authorities that, notwithstanding subsection 5(1), are not required to conduct environmental assessments of those projects, and 20

(ii) federal authorities for whom the requirements under this Act in respect of those projects, other than those set out in subsections 20(1) and 37(1), are deemed to be satisfied by an assessment of the environmental effects of those projects conducted in accordance with section 8; 30

(i.2) for the purposes of subparagraph (i.1)(ii), varying subsection 20(1) or 37(1) in its application to federal authorities prescribed under that subparagraph;

(j) for the purposes of section 8, designating corporations referred to in section 8 individually or by class and respecting the manner in which those corporations or classes of corporations conduct assessments of the environmental effects of, and follow-up programs for, projects, as well as any action to be taken in respect of projects during the assessment process — which manners and actions may vary by corporation or class of corporation — and, for those purposes, respecting the application 35 40 45

(3) L'alinéa 59h) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

h) désigner les documents et renseignements devant être versés dans le registre par l'Agence ou l'autorité responsable et fixer le prix à payer pour obtenir copie de tout document visé dans une liste de documents pertinents versée dans le registre ou de tout document qui y est versé; 5

h.1) pour l'application des paragraphes 38(1) ou (2) ou 53(1), prévoir les modalités applicables à l'élaboration de programmes de suivi; 10

(4) Les alinéas 59j) à l) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

i.1) à l'égard des projets à réaliser à l'extérieur du Canada et du territoire domaniale et qui font l'objet d'une évaluation des effets environnementaux conformément à l'article 8 dans les circonstances ou aux conditions prévues par règlement, désigner : 15 20

(i) les autorités fédérales qui, malgré le paragraphe 5(1), ne sont pas tenues d'effectuer une évaluation environnementale, 25

(ii) les autorités fédérales à l'égard desquelles les exigences prévues par la présente loi à l'égard de ces projets — autres que les exigences prévues aux paragraphes 20(1) ou 37(1) — sont réputées satisfaites par la réalisation de l'évaluation des effets environnementaux par l'organisme compétent en vertu de l'article 8; 30

i.2) pour l'application du sous-alinéa i.1)(ii), modifier les paragraphes 20(1) et 37(1) à l'égard des autorités fédérales qui y sont visées; 35

j) désigner les entités, individuellement ou par catégories, auxquelles s'applique l'article 8, régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets, de même que toute mesure qui doit être prise à l'égard des projets au cours du processus d'évaluation — ces modalités et mesures pouvant varier selon les entités ou catégories d'entités visées —, et, à ces fins, régir l'appli- 40 45

of the laws from time to time in force in any province;

(j.1) for the purposes of section 8 and for projects to be carried out outside Canada and any federal lands, prescribing, in relation to any corporation designated in a regulation made under paragraph (j), any physical activity or class of physical activities in replacement of those prescribed under paragraph (b);

(j.2) prescribing the provisions of any Act of Parliament or any regulation made pursuant to an Act of Parliament that confer powers, duties or functions on a corporation referred to in section 8, the exercise or performance of which requires an assessment of the environmental effects under paragraph 8(1.1)(d);

(j.3) prescribing the circumstances in which a corporation referred to in section 8 must ensure that an assessment of the environmental effects of a project to be carried out in whole or in part on federal lands is conducted, and specifying the right or interest that it must have in the federal lands, for the purposes of paragraph 8(1.1)(e);

(k) for the purposes of section 9, respecting the manner of conducting assessments of the environmental effects of, and follow-up programs for, projects, as well as any action to be taken in respect of projects during the assessment process and, for those purposes, respecting the application of the laws from time to time in force in any province;

(k.1) prescribing the provisions of any Act of Parliament or any regulation made pursuant to an Act of Parliament that confer powers, duties or functions on a body referred to in subsection 9(1), the exercise or performance of which requires an assessment of environmental effects under paragraph 9(2)(d);

(k.2) prescribing the circumstances in which an assessment of the environmental effects of a project to be carried out in whole or in part on federal lands must be conducted under paragraph 9(2)(e);

tion du droit provincial en vigueur au moment de l'évaluation;

j.1) pour l'application de l'article 8 et à l'égard des projets à réaliser à l'extérieur du Canada et du territoire domanial et à l'égard de toute entité désignée par règlement pris en vertu de l'alinéa j), désigner une activité concrète ou une catégorie d'activités concrètes, en remplacement de celles qui sont désignées en vertu de l'alinéa b);

j.2) déterminer les dispositions législatives ou réglementaires fédérales prévoyant les attributions des entités visées à l'article 8 dont l'exercice rend nécessaire une évaluation des effets environnementaux au titre de l'alinéa 8(1.1)d);

j.3) prévoir les cas où, pour l'application de l'alinéa 8(1.1)e), une évaluation des effets environnementaux doit être effectuée pour un projet devant être mis en oeuvre, en tout ou en partie, sur un territoire domanial et préciser les droits ou intérêts que l'entité visée à l'article 8 doit, pour l'application de cet alinéa, avoir sur le territoire domanial;

k) pour l'application de l'article 9, régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets, régir toute mesure qui doit être prise à l'égard des projets au cours du processus d'évaluation et, à ces fins, régir l'application du droit provincial en vigueur au moment de l'évaluation;

k.1) déterminer les dispositions législatives ou réglementaires fédérales prévoyant les attributions des personnes ou organismes visés au paragraphe 9(1) dont l'exercice rend nécessaire une évaluation des effets environnementaux au titre de l'alinéa 9(2)d);

k.2) prévoir les cas où, pour l'application de l'alinéa 9(2)e), une évaluation des effets environnementaux doit être effectuée pour un projet devant être mis en oeuvre, en tout ou en partie, sur un territoire domanial;

k.3) désigner, par catégories, les autorités, autres que des autorités fédérales, auxquelles s'applique l'article 9.1, régir les modalités d'évaluation des effets environnemen-

(k.3) for the purpose of section 9.1, prescribing by class authorities other than federal authorities and respecting the manner in which those classes of authorities shall conduct assessments of the environmental effects of, and follow-up programs for, projects, as well as any action to be taken in respect of projects during the assessment process — which manners and actions may vary by class of authority — and, for those purposes, respecting the application of the laws from time to time in force in any province;

(k.4) prescribing the provisions of any Act of Parliament or any regulation made pursuant to an Act of Parliament that confer powers, duties or functions on an authority prescribed in regulations made under paragraph (k.3), the exercise or performance of which requires an assessment of the environmental effects under paragraph 9.1(2)(d);

(k.5) for the purposes of paragraph 9.1(2)(e), prescribing the circumstances in which an assessment of the environmental effects of a project to be carried out in whole or in part on federal lands must be conducted, and specifying the right or interest that the authority prescribed in regulations made under paragraph (k.3) must have in the federal lands;

(l) for the purposes of section 10, designating bands individually or by class and respecting the manner in which those bands or classes of bands shall conduct assessments of the environmental effects of, and follow-up programs for, projects that are to be carried out in whole or in part on a reserve that is set apart for the use and benefit of a designated band and that is subject to the Indian Act, as well as any action to be taken in respect of projects during the assessment process, which manners and actions may vary by band or class of band;

(l.01) for the purposes of section 10.1,

(i) varying the definition “project” in subsection 2(1),

taux et celles des programmes de suivi des projets, de même que toute mesure qui doit être prise à l’égard des projets au cours du processus d’évaluation — ces modalités et mesures pouvant varier selon les catégories d’autorités visées — et, à ces fins, régir l’application du droit provincial en vigueur au moment de l’évaluation;

k.4) déterminer les dispositions législatives ou réglementaires fédérales prévoyant les attributions des autorités désignées en vertu de l’alinéa k.3) relativement à un projet dont l’exercice rend nécessaire une évaluation des effets environnementaux au titre de l’alinéa 9.1(2)d);

k.5) pour l’application de l’alinéa 9.1(2)e), prévoir le cas où une évaluation des effets environnementaux doit être effectuée pour un projet devant être mis en oeuvre, en tout ou en partie, sur un territoire domanial et préciser les droits ou intérêts que l’autorité désignée en vertu de l’alinéa k.3) doit avoir sur le territoire domanial;

l) pour l’application de l’article 10, régir les modalités d’évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets devant être réalisés en tout ou en partie sur une réserve mise de côté à l’usage et au profit d’une bande visée, individuellement ou par catégorie, par le règlement et assujettie à la *Loi sur les Indiens*, et régir toute mesure qui doit être prise à l’égard des projets au cours du processus d’évaluation, ces modalités et mesures pouvant varier selon les bandes ou catégories de bandes visées;

l.01) pour l’application de l’article 10.1 :

(i) modifier la définition de « projet », au paragraphe 2(1),

(ii) régir les modalités d’évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets à l’égard desquels l’Agence canadienne de développement international exerce une attribution au titre du paragraphe 10.1(2), de même que toute mesure devant être prise à l’égard de ces projets au cours du processus d’évaluation,

<p>(ii) respecting the manner of conducting assessments of the environmental effects of, and follow-up programs for, projects for which the Canadian International Development Agency exercises a power or performs a duty or function referred to in subsection 10.1(2) and respecting any action to be taken in respect of those projects during the assessment process,</p> <p>(iii) providing that, in the case of a project in respect of which an agreement or arrangement entered into by the Canadian International Development Agency in accordance with subsection 54(2) applies, no assessment of environmental effects need be carried out by that agency,</p> <p>(iv) varying or excluding any of the provisions of section 54 in their application to the Canadian International Development Agency, or</p> <p>(v) providing for the application of section 55.4 to the Canadian International Development Agency as if it were a responsible authority;</p> <p>(1.02) varying or excluding any of the provisions of sections 55 to 55.3 in their application to the Canadian International Development Agency;</p>	<p>(iii) prévoir qu'aucune obligation d'effectuer une évaluation des effets environnementaux n'incombe à l'Agence canadienne de développement international à l'égard de tout projet visé par un accord prévu au paragraphe 54(2) auquel elle est partie,</p> <p>(iv) modifier ou exclure tout ou partie de l'article 54 pour l'application de celui-ci à l'Agence canadienne de développement international,</p> <p>(v) rendre l'article 55.4 applicable à l'Agence canadienne de développement international comme si elle était une autorité responsable;</p> <p>1.02) modifier ou exclure tout ou partie des articles 55 à 55.3 pour l'application de ceux-ci à l'Agence canadienne de développement international;</p>
<p>31. Section 62 of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (d) and by adding the following after that paragraph:</p> <p>(d.1) to promote and monitor compliance with this Act and the quality of assessments conducted under this Act; and</p>	<p>31. L'article 62 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :</p> <p>d.1) de promouvoir et de contrôler l'observation de la présente loi et la qualité des évaluations effectuées sous le régime de celle-ci;</p>
<p>32. (1) Subsection 63(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (b), by adding the word “and” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):</p> <p>(d) establish and lead a quality assurance program for assessments conducted under this Act.</p>	<p>32. (1) Le paragraphe 63(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :</p> <p>d) établit et dirige un programme d'assurance de la qualité pour les évaluations effectuées sous le régime de la présente loi.</p>

(2) Subsection 63(2) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (e):

- (f) assist parties in building consensus and resolving disputes; and 5
- (g) request federal authorities, and persons and bodies referred to in sections 8 to 10, to provide information respecting assessments that they conduct under this Act. 10

(2) Le paragraphe 63(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa e), de ce qui suit :

- f) aider les parties à parvenir à un consensus et favoriser le règlement de leur différend; 5
- g) demander aux autorités fédérales, et aux personnes ou organismes visés à l’un ou l’autre des articles 8 à 10, qu’ils lui fournissent tout renseignement concernant une évaluation effectuée sous le régime de la présente loi. 10

TRANSITIONAL PROVISION

33. Any environmental assessment or assessment of the environmental effects of a project commenced under the *Canadian Environmental Assessment Act* before this section comes into force shall be continued and completed as if this Act had not been enacted.

Non-application of amended provisions to assessments already commenced

DISPOSITION TRANSITOIRE

33. Les évaluations environnementales ou les évaluations des effets environnementaux lancées sous le régime de la *Loi canadienne sur l’évaluation environnemen-* 15 *tale* avant l’entrée en vigueur du présent article, sont menées à terme comme si la présente loi n’avait pas été édictée.

Non-application des modifications aux évaluations en cours

COMING INTO FORCE

34. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council. 20

Coming into force

ENTRÉE EN VIGUEUR

34. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates 20 fixées par décret.

Entrée en vigueur



If undelivered, return COVER ONLY to:
Communication Canada - Publishing
Ottawa, Ontario K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Communication Canada - Édition
Ottawa (Ontario) K1A 0S9

Available from:
Communication Canada — Canadian Government Publishing,
Ottawa, Ontario K1A 0S9

En vente:
Communication Canada — Édition,
Ottawa (Ontario) K1A 0S9

EXPLANATORY NOTES

Canadian Environmental Assessment Act

Clause 1: (1) and (2) The definitions “comprehensive study”, “exclusion list” and “federal authority” in subsection 2(1) read as follows:

“comprehensive study” means an environmental assessment that is conducted pursuant to section 21 and that includes a consideration of the factors required to be considered under subsections 16(1) and (2);

“exclusion list” means a list of all projects or classes of projects that have been prescribed pursuant to regulations made under paragraph 59(c);

“federal authority” means

(a) a Minister of the Crown in right of Canada,

(b) an agency of the Government of Canada or other body established by or pursuant to an Act of Parliament that is ultimately accountable through a Minister of the Crown in right of Canada to Parliament for the conduct of its affairs,

(c) any department or departmental corporation set out in Schedule I or II to the *Financial Administration Act*, and

(d) any other body that is prescribed pursuant to regulations made under paragraph 59(e),

but does not include the Commissioner in Council or an agency or body of the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, a council of the band within the meaning of the *Indian Act*, The Hamilton Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners’ Act*, The Toronto Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Toronto Harbour Commissioners’ Act, 1911*, a harbour commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*, a not-for-profit corporation that enters into an agreement under subsection 80(5) of the *Canada Marine Act* or a port authority established under that Act;

NOTES EXPLICATIVES

Loi canadienne sur l'évaluation environnementale

Article 1: (1) et (2) Texte des définitions de « autorité fédérale », « étude approfondie » et « liste d'exclusion » au paragraphe 2(1) :

« autorité fédérale »

a) Ministre fédéral;

b) agence fédérale ou organisme constitué sous le régime d'une loi fédérale et tenu de rendre compte au Parlement de ses activités par l'intermédiaire d'un ministre fédéral;

c) ministère ou établissement public mentionnés aux annexes I et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

d) tout autre organisme désigné par les règlements d'application de l'alinéa 59e).

Sont exclus le commissaire en conseil du territoire du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest et celui du Nunavut et tous les organismes de ces territoires, tout conseil de bande au sens donné à « conseil de la bande » dans la *Loi sur les Indiens*, les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires*, les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* et de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto*, les sociétés d'État au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la société sans but lucratif qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 80(5) de la *Loi maritime du Canada* et les administrations portuaires constituées sous le régime de cette loi.

« étude approfondie » Évaluation environnementale d'un projet effectuée aux termes de l'article 21 et qui comprend la prise en compte des éléments énumérés aux paragraphes 16(1) et (2).

« liste d'exclusion » Liste des projets ou catégories de projets établie par règlement aux termes de l'alinéa 59c).

(3) The relevant portion of the definition “federal lands” in subsection 2(1) reads as follows:

“federal lands” means

(a) lands that belong to Her Majesty in right of Canada, or that Her Majesty in right of Canada has the power to dispose of, and all waters on and airspace above those lands, other than lands the administration and control of which have been transferred by the Governor in Council to the Commissioner of the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut and lands the management of which has been granted to a port authority under the *Canada Marine Act* or a not-for-profit corporation that has entered into an agreement under subsection 80(5) of that Act,

(4) New.

Clause 2: New. The relevant portion of section 4 reads as follows:

4. The purposes of this Act are

Clause 3: (1) The relevant portion of subsection 7(1) reads as follows:

7. (1) Notwithstanding section 5, an environmental assessment of a project is not required where

(a) the project is described in an exclusion list;

(2) Subsection 7(2) reads as follows:

(2) For greater certainty, an environmental assessment is not required where a federal authority exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b) in relation to a project and the essential details of the project are not specified before or at the time the power is exercised or the duty or function is performed.

(3) Texte du passage visé de la définition de « territoire domanial » au paragraphe 2(1) :

« territoire domanial »

a) Les terres qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou qu'elle a le pouvoir d'aliéner, ainsi que leurs eaux et leur espace aérien, à l'exception des terres sur lesquelles le commissaire du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest ou celui du Nunavut a pleine autorité par décision du gouverneur en conseil et de celles dont la gestion est confiée à une administration portuaire sous le régime de la *Loi maritime du Canada* ou à une société sans but lucratif qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 80(5) de cette loi;

(4) Nouveau.

Article 2 : Nouveau. Texte du passage visé de l'article 4 :

4. La présente loi a pour objet :

Article 3 : (1) Texte du passage visé du paragraphe 7(1) :

7. (1) Par dérogation à l'article 5, n'ont pas à faire l'objet d'une évaluation environnementale les projets :

(2) Texte du paragraphe 7(2) :

(2) Il est entendu qu'il n'est pas nécessaire d'effectuer une évaluation environnementale dans les cas où l'autorité fédérale exerce une attribution visée à l'alinéa 5(1)b) à l'égard d'un projet dont les détails essentiels ne sont pas déterminés avant cet exercice ou au moment de celui-ci.

Clause 4: New.

Article 4 : Nouveau.

Clause 5: Subsection 8(1.1) is new. Subsection 8(1) reads as follows:

8. (1) Before a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act* or any corporation controlled by such a corporation exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(a), (b) or (c) in relation to a project, the Crown corporation shall ensure or require the corporation controlled by it to ensure, as the case may be, that an assessment of the environmental effects of the project is conducted in accordance with any regulations made for that purpose under paragraph 59(j) as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.

Article 5 : Le paragraphe 8(1.1) est nouveau. Texte du paragraphe 8(1) :

8. (1) Les sociétés d'État, au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, ou les personnes morales dont elles ont le contrôle, avant d'exercer une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c) à l'égard d'un projet, veillent à ce que soit effectuée, le plus tôt possible au stade de la planification de celui-ci, avant la prise d'une décision irrévocable, l'évaluation des effets environnementaux du projet conformément aux règlements pris aux termes de l'alinéa 59j).

Clause 6: Sections 9.1 and 10.1 are new. Sections 9 and 10 read as follows:

9. Before the Hamilton Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*, The Toronto Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Toronto Harbour Commissioners' Act, 1911*, any harbour commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, a not-for-profit corporation that enters into an agreement under subsection 80(5) of the *Canada Marine Act* or a port authority established under that Act exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(a), (b) or (c) in relation to a project, it shall ensure that an assessment of the environmental effects of the project is conducted in accordance with any regulations made for that purpose under paragraph 59(k) as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.

10. (1) Before a person or body receives financial assistance provided by a federal authority for the purpose of enabling a project to be carried out in whole or in part on a reserve that is set apart for the use and benefit of a band and that is subject to the *Indian Act*, the council of the band for whose use and benefit the reserve has been set apart shall ensure that an assessment of the environmental effects of the project is conducted in accordance with any regulations made for that purpose under paragraph 59(l) as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.

(2) Notwithstanding paragraph 5(1)(b), an environmental assessment of a project is not required by reason only of the provision of financial assistance for the purpose mentioned in subsection (1).

Article 6: Les articles 9.1 et 10.1 sont nouveaux. Texte des articles 9 et 10 :

9. Les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* et de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto*, les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires*, la société sans but lucratif qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 80(5) de la *Loi maritime du Canada* et les administrations portuaires constituées sous le régime de cette loi, avant d'exercer une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c) à l'égard d'un projet, veillent à ce que soit effectuée, le plus tôt possible au stade de la planification de celui-ci, avant la prise d'une décision irrévocable, une évaluation des effets environnementaux du projet conformément aux règlements pris aux termes de l'alinéa 59k).

10. (1) Avant la réception par une personne ou un organisme, de la part d'une autorité fédérale, d'une aide financière permettant la réalisation d'un projet en tout ou en partie sur une réserve mise de côté à l'usage et au profit d'une bande et assujettie à la *Loi sur les Indiens*, le conseil de cette bande veille à ce qu'une évaluation des effets environnementaux du projet soit effectuée le plus tôt possible au stade de la planification de celui-ci, avant la prise d'une décision irrévocable, conformément aux règlements pris aux termes de l'alinéa 59l).

(2) Par dérogation à l'alinéa 5(1)b), l'évaluation n'est pas rendue nécessaire seulement à cause de l'aide financière visée au paragraphe (1).

Clause 7: New.

Article 7 : Nouveau.

Clause 8: New.

Article 8 : Nouveau.

Clause 9: New.

Article 9 : Nouveau.

Clause 10: (1) The relevant portion of subsection 18(1) reads as follows:

18. (1) Where a project is not described in the comprehensive study list or the exclusion list, the responsible authority shall ensure that

(2) Subsection 18(4) is new. Subsection 18(3) reads as follows:

(3) Where the responsible authority is of the opinion that public participation in the screening of a project is appropriate in the circumstances, or where required by regulation, the responsible authority shall give the public notice and an opportunity to examine and comment on the screening report and on any record that has been filed in the public registry established in respect of the project pursuant to section 55 before taking a course of action under section 20.

Article 10 : (1) Texte du passage visé du paragraphe 18(1) :

18. (1) Dans le cas où le projet n'est pas visé dans la liste d'étude approfondie ou dans la liste d'exclusion, l'autorité responsable veille :

(2) Le paragraphe 18(4) est nouveau. Texte du paragraphe 18(3) :

(3) Avant de prendre sa décision aux termes de l'article 20, l'autorité responsable, dans les cas où elle estime que la participation du public à l'examen préalable est indiquée ou dans le cas où les règlements l'exigent, avise celui-ci et lui donne la possibilité d'examiner le rapport d'examen préalable et les documents consignés au registre public établi aux termes de l'article 55 et de faire ses observations à leur égard.

Clause 11: Section 19 reads as follows:

19. (1) Subject to subsection (2), the Agency may, on the request of the responsible authority and where the Agency determines that a screening report could be used as a model in conducting screenings of other projects within the same class, declare that report to be a class screening report.

(2) The Agency shall, before making a declaration pursuant to subsection (1),

(a) publish in the *Canada Gazette* a notice setting out the following information, namely,

- (i) the date on which the screening report will be available to the public,
- (ii) the place at which copies of the screening report may be obtained, and
- (iii) the deadline and address for filing comments on the appropriateness of the use of the screening report as a model in conducting screenings of other projects within the same class; and

(b) take into consideration any comments filed in respect of the screening report.

(3) Any declaration made pursuant to subsection (1) shall be published in the *Canada Gazette* and the screening report to which it relates shall be made available to the public at the registry maintained by the Agency.

(4) Where a project or part of a project is within a class in respect of which a class screening report has been declared, the responsible authority may use or permit the use of that report and the screening on which it is based to whatever extent the responsible authority considers appropriate for the purpose of complying with section 18.

(5) Where a responsible authority uses or permits the use of a class screening report, it shall ensure that any adjustments are made to the report that are necessary to take into account local circumstances and any cumulative environmental effects that may result from the project in combination with other projects or activities that have been or will be carried out.

Article 11 : Texte de l'article 19 :

19. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'Agence, sur demande de l'autorité responsable, peut, si elle décide qu'un rapport d'examen préalable peut servir de modèle pour d'autres projets appartenant à la même catégorie, faire une déclaration à cet effet.

(2) Avant de faire une déclaration, l'Agence :

a) publie dans la *Gazette du Canada* un avis contenant les éléments suivants :

- (i) la date à laquelle le rapport d'examen préalable sera accessible au public,
- (ii) le lieu d'obtention d'exemplaires du rapport,
- (iii) l'adresse et la date limite pour la réception par elle d'observations sur l'applicabilité du rapport comme modèle pour d'autres projets appartenant à la même catégorie;

b) prend en compte les commentaires reçus sur le rapport.

(3) La déclaration est publiée dans la *Gazette du Canada* et le rapport est accessible au public et consigné au registre tenu par l'Agence.

(4) Si tout ou partie d'un projet appartient à une catégorie de projets pour laquelle une déclaration a été faite aux termes du paragraphe (1), l'autorité responsable peut utiliser l'examen préalable et le rapport correspondant, ou en permettre l'utilisation, dans la mesure qu'elle estime indiquée pour l'application de l'article 18.

(5) Dans les cas visés au paragraphe (4), l'autorité responsable veille à ce que soient apportées au rapport les adaptations nécessaires à la prise en compte des facteurs locaux et des effets environnementaux cumulatifs qui, selon elle, peuvent résulter de la réalisation du projet combinée à l'existence d'autres ouvrages ou à la réalisation d'autres projets ou activités.

(6) Where the Agency determines that a class screening report can no longer be used as a model in conducting screenings of other projects within the same class, the Agency may declare the report not to be a class screening report.

(7) Any declaration made pursuant to subsection (6) shall be published in the *Canada Gazette* and the screening report in respect of which it relates shall be removed from the public registry maintained by the Agency.

(6) L'Agence, si elle décide qu'un rapport d'examen préalable ne peut plus servir de modèle pour d'autres projets appartenant à la même catégorie, peut faire une déclaration à cet effet.

(7) La déclaration faite aux termes du paragraphe (6) est publiée dans la *Gazette du Canada* et le rapport qu'elle vise est retranché du registre public établi par l'Agence.

Clause 12: Subsections 20(2.1) and (2.2) are new. Subsection 20(3) reads as follows:

(3) Where the responsible authority takes a course of action pursuant to paragraph (1)(b) in relation to a project,

(a) the responsible authority shall file a notice of that course of action in the public registry established in respect of the project pursuant to section 55; and

(b) notwithstanding any other Act of Parliament, no power, duty or function conferred by or under that Act or any regulation made thereunder shall be exercised or performed that would permit that project to be carried out in whole or in part.

Article 12 : Les paragraphes 20(2.1) et (2.2) sont nouveaux. Texte du paragraphe 20(3) :

(3) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1b) à l'égard d'un projet fait consigner un avis de sa décision au registre public tenu aux termes de l'article 55 pour le projet, et, malgré toute autre disposition d'une loi fédérale, aucune attribution conférée sous le régime de cette loi ou de ses règlements ne peut être exercée de façon qui pourrait permettre la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie.

Clause 13: Sections 21.1 and 21.2 are new. Section 21 reads as follows:

21. Where a project is described in the comprehensive study list, the responsible authority shall

(a) ensure that a comprehensive study is conducted, and a comprehensive study report is prepared and provided to the Minister and the Agency; or

(b) refer the project to the Minister for a referral to a mediator or a review panel in accordance with section 29.

Article 13 : Les articles 21.1 et 21.2 sont nouveaux. Texte de l'article 21 :

21. Dans le cas où le projet est visé dans la liste d'étude approfondie, l'autorité responsable a le choix :

a) de veiller à ce que soit effectuée une étude approfondie et à ce que soit présenté au ministre et à l'Agence un rapport de cette étude;

b) de s'adresser au ministre afin qu'il fasse effectuer, aux termes de l'article 29, une médiation ou un examen par une commission.

Clause 14: Section 23 reads as follows:

23. The Minister shall take one of the following courses of action in respect of a project after taking into consideration the comprehensive study report and any comments filed pursuant to subsection 22(2):

(a) subject to subparagraph (b)(iii), where, taking into account the implementation of any appropriate mitigation measures,

(i) the project is not likely to cause significant adverse environmental effects, or

(ii) the project is likely to cause significant adverse environmental effects that cannot be justified in the circumstances,

the Minister shall refer the project back to the responsible authority for action to be taken under section 37; or

(b) where,

(i) it is uncertain whether the project, taking into account the implementation of any appropriate mitigation measures, is likely to cause significant adverse environmental effects,

Article 14 : Texte de l'article 23 :

23. Après avoir pris en compte le rapport d'étude approfondie et les observations qui ont été présentées en vertu du paragraphe 22(2), le ministre :

a) renvoie le projet à l'autorité responsable pour une décision aux termes de l'article 37, si sous réserve du sous-alinéa b)(iii) et compte tenu de l'application des mesures d'atténuation indiquées, la réalisation du projet, selon le cas :

(i) n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants,

(ii) est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants qui ne peuvent être justifiés dans les circonstances;

b) fait procéder à une médiation ou à un examen par une commission conformément à l'article 29 dans chacun des cas suivants :

(ii) the project, taking into account the implementation of any appropriate mitigation measures, is likely to cause significant adverse environmental effects and subparagraph (a)(ii) does not apply, or

(iii) public concerns warrant a reference to a mediator or a review panel,

the Minister shall refer the project to a mediator or a review panel in accordance with section 29.

(i) il n'est pas clair, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation indiquées, que le projet soit susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants,

(ii) que la réalisation du projet, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation indiquées, est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants et que le sous-alinéa a)(ii) ne s'applique pas,

(iii) les préoccupations du public le justifient.

Clause 15: Subsection 29(4) reads as follows:

(4) Where at any time after an environmental assessment or part of an environmental assessment of a project has been referred to a mediator, the Minister or the mediator determines that the mediation of any issue subject to the mediation is not likely to produce a result that is satisfactory to all the participants to the mediation, the Minister shall terminate the mediation of the issue and refer the issue to a review panel.

Article 15 : Texte du paragraphe 29(4) :

(4) Dans le cas où, à tout moment après le renvoi de l'évaluation environnementale d'un projet ou d'une partie de celle-ci à un médiateur, le ministre ou le médiateur estime que la question soumise à la médiation n'est pas susceptible d'être résolue par la médiation à la satisfaction des parties intéressées, le ministre peut mettre fin à la médiation relativement à cette question et soumettre celle-ci à l'examen par une commission.

Clause 16: Subsection 32(1) reads as follows:

32. (1) A mediator shall, at the conclusion of the mediation, prepare and submit a report to the Minister and to the responsible authority.

Article 16 : Texte du paragraphe 32(1) :

32. (1) Dès l'achèvement de la médiation, le médiateur présente un rapport au ministre et à l'autorité responsable.

Clause 17: (1) Subsection 35(3) reads as follows:

(3) A hearing by a review panel shall be public unless the panel is satisfied after representations made by a witness that specific, direct and substantial harm would be caused to the witness by the disclosure of the evidence, documents or other things that the witness is ordered to give or produce pursuant to subsection (1).

Article 17 : (1) Texte du paragraphe 35(3) :

(3) Les audiences de la commission sont publiques sauf si elle décide, à la suite d'observations faites par le témoin, que la communication des éléments de preuve, documents ou objets qu'il est tenu de présenter au titre du présent article lui causerait directement un préjudice réel et sérieux.

(2) New.

(2) Nouveau.

Clause 18: (1) The relevant portion of subsection 37(1) reads as follows:

37. (1) Subject to subsection (1.1), the responsible authority shall take one of the following courses of action in respect of a project after taking into consideration the report submitted by a mediator or a review panel or, in the case of a project referred back to the responsible authority pursuant to paragraph 23(a), the comprehensive study report:

(2) New.

Article 18 : (1) Texte du passage visé du paragraphe 37(1) :

37. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), l'autorité responsable, après avoir pris en compte le rapport du médiateur ou de la commission ou si le ministre, à la suite du rapport d'étude approfondie, lui demande de prendre une décision aux termes de l'alinéa 23a), prend l'une des décisions suivantes :

(2) Nouveau.

(3) Subsections 37(2.1) and (2.2) are new. Subsection 37(3) reads as follows:

(3) Where the responsible authority takes a course of action referred to in paragraph (1)(b) in relation to a project,

(a) the responsible authority shall file a notice of that course of action in the public registry established in respect of the project pursuant to section 55; and

(b) notwithstanding any other Act of Parliament, no power, duty or function conferred by or under that Act or any regulation made thereunder shall be exercised or performed that would permit that project to be carried out in whole or in part.

Clause 19: Section 38 reads as follows:

38. (1) Where a responsible authority takes a course of action pursuant to paragraph 20(1)(a) or 37(1)(a), it shall, in accordance with any regulations made for that purpose, design any follow-up program that it considers appropriate for the project and arrange for the implementation of that program.

(2) A responsible authority referred to in subsection (1) shall, in accordance with any regulations made for that purpose, advise the public of

(a) its course of action in relation to the project;

(b) any mitigation measures to be implemented with respect to the adverse environmental effects of the project;

(c) the extent to which the recommendations set out in any report submitted by a mediator or a review panel have been adopted and the reasons for not having adopted any of those recommendations;

(d) any follow-up program designed for the project pursuant to subsection (1); and

(e) any results of any follow-up program.

(3) Les paragraphes 37(2.1) et (2.2) sont nouveaux. Texte du paragraphe 37(3) :

(3) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)b) à l'égard d'un projet fait consigner un avis de sa décision au registre public tenu aux termes de l'article 55 pour le projet, et, malgré toute autre disposition d'une loi fédérale, aucune attribution conférée sous le régime de cette loi ou de ses règlements ne peut être exercée de façon qui pourrait permettre la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie.

Article 19 : Texte de l'article 38 :

38. (1) L'autorité responsable qui décide de la mise en oeuvre conformément aux alinéas 20(1)a) ou 37(1)a) élabore, conformément aux règlements pris à cette fin, tout programme de suivi qu'elle estime indiqué et veille à son application.

(2) L'autorité responsable visée au paragraphe (1) porte à la connaissance du public, conformément aux règlements pris à cette fin, les renseignements suivants :

a) sa décision relativement au projet;

b) les mesures d'atténuation des effets environnementaux négatifs, s'il y a lieu;

c) si une médiation ou un examen par une commission a eu lieu, la suite qu'elle entend donner aux recommandations issues des rapports de médiation ou d'examen par une commission et les motifs du rejet d'une recommandation;

d) le programme de suivi élaboré en application du paragraphe (1);

e) les résultats du programme de suivi.

Clause 20: Subsection 40(2) reads as follows:

(2) Subject to section 41, where the referral of a project to a review panel is required or permitted by this Act and a jurisdiction referred to in paragraph (1)(a), (b), (c) or (d) has a responsibility or an authority to conduct an assessment of the environmental effects of the project or any part of it, the Minister

(a) may enter into an agreement or arrangement with that jurisdiction respecting the joint establishment of a review panel and the manner in which an assessment of the environmental effects of the project is to be conducted by the review panel; and

(b) shall, in the case of a jurisdiction within the meaning of subsection 12(5), offer to consult and cooperate with that other jurisdiction respecting the assessment of the environmental effects of the project.

Clause 21: The relevant portion of section 41 reads as follows:

41. An agreement or arrangement entered into pursuant to subsection 40(2) or (3), and any document establishing a review panel under subsection 40(2.1), shall provide that the assessment of the environmental effects of the project shall include a consideration of the factors required to be considered under subsections 16(1) and (2) and be conducted in accordance with any additional requirements and procedures set out in the agreement and shall provide that

...

(d) the review panel is to have the powers provided for in section 35;

Clause 22: Subsection 46(1) reads as follows:

Article 20 : Texte du paragraphe 40(2) :

(2) Sous réserve de l'article 41, dans le cas où il estime qu'un examen par une commission est nécessaire ou possible et où une instance visée à l'un des alinéas (1)a), b), c) ou d) a la responsabilité ou le pouvoir d'entreprendre l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie du projet, le ministre :

a) peut conclure avec l'instance visée un accord relatif à la constitution conjointe d'une commission et aux modalités d'examen des effets environnementaux du projet par celle-ci;

b) est tenu, dans le cas d'une instance, au sens du paragraphe 12(5), d'offrir de consulter et de coopérer avec celle-ci à l'égard de l'évaluation des effets environnementaux du projet.

Article 21 : Texte du passage visé de l'article 41 :

41. Les accords conclus aux termes des paragraphes 40(2) ou (3) et les documents visés au paragraphe 40(2.1) contiennent une disposition selon laquelle l'évaluation des effets environnementaux du projet prend en compte les éléments prévus aux paragraphes 16(1) et (2) et est effectuée conformément aux exigences et modalités supplémentaires qui y sont contenues ainsi que les conditions suivantes :

...

d) les pouvoirs prévus à l'article 35 sont conférés à la commission;

Article 22 : Texte du paragraphe 46(1) :

46. (1) Where no power, duty or function referred to in section 5 or conferred by or under any other Act of Parliament or regulation is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project that is to be carried out in a province and the Minister is of the opinion that the project may cause significant adverse environmental effects in another province, the Minister may refer the project to a mediator or a review panel in accordance with section 29 for an assessment of the environmental effects of the project in that other province.

Clause 23: Subsection 47(1) reads as follows:

47. (1) Where no power, duty or function referred to in section 5 or conferred by or under any other Act of Parliament or regulation is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project that is to be carried out in Canada or on federal lands and the Minister is of the opinion that the project may cause significant adverse environmental effects occurring both outside Canada and outside those federal lands, the Minister and the Minister of Foreign Affairs may refer the project to a mediator or a review panel in accordance with section 29 for an assessment of the environmental effects of the project occurring both outside Canada and outside federal lands.

Clause 24: (1) The relevant portion of subsection 48(1) reads as follows:

48. (1) Where no power, duty or function referred to in section 5 or conferred by or under any other Act of Parliament or regulation is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project that is to be carried out in Canada and the Minister is of the opinion that the project may cause significant adverse environmental effects on

(2) The relevant portion of subsection 48(2) reads as follows:

(2) Where no power, duty or function referred to in section 5 or conferred by or under any other Act of Parliament or regulation is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project that is to be carried out on

46. (1) Le ministre peut, conformément à l'article 29, renvoyer à un médiateur ou à une commission l'examen des effets environnementaux d'un projet à l'égard duquel aucune des attributions visées à l'article 5 ou conférées sous le régime d'une autre loi fédérale ou d'un règlement ne doit être exercée par une autorité fédérale, s'il estime que le projet doit être mis en oeuvre dans une province et peut causer des effets environnementaux négatifs importants dans une autre province.

Article 23 : Texte du paragraphe 47(1) :

47. (1) Dans le cas où aucune des attributions visées à l'article 5 ou conférées sous le régime d'une autre loi fédérale ou d'un règlement ne doit être exercée par une autorité fédérale à l'égard d'un projet devant être mis en oeuvre au Canada ou sur le territoire domanial et où le ministre est d'avis que le projet peut entraîner des effets environnementaux négatifs importants à la fois à l'étranger et hors du territoire domanial, le ministre et le ministre des Affaires étrangères peuvent, conformément à l'article 29, renvoyer à un médiateur ou à une commission l'évaluation des effets environnementaux internationaux.

Article 24 : (1) Texte du passage visé du paragraphe 48(1) :

48. (1) Le ministre peut renvoyer à un médiateur ou à une commission l'examen des effets environnementaux d'un projet à l'égard duquel aucune attribution visée à l'article 5 ou conférée sous le régime d'une autre loi fédérale ou d'un règlement ne doit être exercée par une autorité fédérale, si le projet doit être mis en oeuvre au Canada et, à son avis, est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants sur :

(2) Texte du passage visé du paragraphe 48(2) :

(2) S'il est d'avis qu'un projet, à l'égard duquel aucune attribution visée à l'article 5 ou conférée sous le régime d'une autre loi fédérale ou d'un règlement ne doit être exercée par une autorité fédérale, qui doit être mis en oeuvre sur les terres énumérées ci-après est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants à l'extérieur de ces terres, le ministre peut, conformément à l'article 29, renvoyer à un médiateur ou à une commission l'examen de ces effets :

(3) New. The relevant portion of subsection 48(5) reads as follows:

(5) At least ten days before a reference is made pursuant to subsection (1) or (2), the Minister shall give notice of the intention to do so to

Clause 25: Subsections 54(2) and (3) read as follows:

(2) Subject to subsection (3), where a federal authority or the Government of Canada on behalf of a federal authority enters into an agreement or arrangement with any government or any person, organization or institution, whether or not part of or affiliated with a government, under which a federal authority exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b) in relation to projects the essential details of which are not specified and that are to be carried out both outside Canada and outside federal lands, the Government of Canada or the federal authority shall ensure, in so far as is practicable and subject to any other such agreement to which the Government of Canada or federal authority is a party, that the agreement or arrangement provides for the assessment of the environmental effects of those projects and that the assessment will be carried out as early as practicable in the planning stages of those projects, before irrevocable decisions are made, in accordance with

(a) this Act and the regulations; or

(b) a process for the assessment of the environmental effects of projects that is consistent with the requirements of this Act and is in effect in the foreign state where the projects are to be carried out.

(3) Subsection (1) or (2) does not apply in respect of an agreement or arrangement referred to in that subsection where the federal authority will be required to exercise a power or perform a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b) in relation to the projects in respect of which the agreement or arrangement applies after the essential details of the projects are specified.

(3) Nouveau. Texte du passage visé du paragraphe 48(5) :

(5) Avant d'effectuer le renvoi prévu aux paragraphes (1) ou (2), le ministre en donne un préavis d'au moins dix jours :

Article 25 : Texte des paragraphes 54(2) et (3) :

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le gouvernement du Canada ou toute autorité fédérale veille à ce que les accords que l'autorité fédérale conclut — ou que le gouvernement conclut en son nom — avec soit un gouvernement, soit une personne, un organisme ou une institution, peu importe qu'ils soient ou non affiliés à un gouvernement ou en fassent partie, en vertu desquels une autorité fédérale exerce une attribution visée à l'alinéa 5(1)b) au titre de projets dont les éléments essentiels ne sont pas déterminés qui doivent être mis en oeuvre à la fois à l'étranger et hors du territoire domanial, prévoient, dans la mesure du possible, tout en étant compatibles avec les accords dont le Canada ou une autorité fédérale est déjà signataire à leur entrée en vigueur, l'évaluation des effets environnementaux des projets, cette évaluation devant être effectuée le plus tôt possible au stade de leur planification, avant la prise d'une décision irrévocable, conformément à la présente loi et aux règlements ou au processus, compatible avec la présente loi, d'évaluation des effets environnementaux de projets applicable dans l'État étranger où ceux-ci doivent être mis en oeuvre.

(3) Les paragraphes (1) ou (2) ne s'appliquent pas à un accord visé à ces paragraphes dans les cas où une autorité fédérale est tenue d'exercer une attribution visée à l'alinéa 5(1)b) relativement aux projets qui font l'objet de l'accord après la détermination des éléments essentiels de ceux-ci.

Clause 26: Sections 55.1 to 55.4 are new. Section 55 and the heading before it read as follows:

ACCESS TO INFORMATION

55. (1) For the purpose of facilitating public access to records relating to environmental assessments, a public registry shall be established and operated in a manner to ensure convenient public access to the registry and in accordance with this Act and the regulations in respect of every project for which an environmental assessment is conducted.

(2) The public registry in respect of a project shall be maintained

(a) by the responsible authority from the commencement of the environmental assessment until any follow-up program in respect of the project is completed; and

(b) where the project is referred to a mediator or a review panel, by the Agency from the appointment of the mediator or the members of the review panel until the report of the mediator or review panel is submitted to the Minister.

(3) Subject to subsection (4), a public registry shall contain all records produced, collected, or submitted with respect to the environmental assessment of the project, including

(a) any report relating to the assessment;

(b) any comments filed by the public in relation to the assessment;

(c) any records prepared by the responsible authority for the purposes of section 38;

(d) any records produced as the result of the implementation of any follow-up program;

(e) any terms of reference for a mediation or a panel review; and

(f) any documents requiring mitigation measures to be implemented.

(4) A public registry shall contain a record referred to in subsection (3) if the record falls within one of the following categories:

(a) records that have otherwise been made available to the public in carrying out the assessment pursuant to this Act and any additional records that have otherwise been made publicly available;

(b) any record or part of a record that the responsible authority, in the case of a record under its control, or the Minister, in the case of a

Article 26 : Les articles 55.1 à 55.4 sont nouveaux. Texte de l'article 55 et de l'intertitre le précédant :

ACCÈS À L'INFORMATION

55. (1) Est tenu, conformément à la présente loi et aux règlements, un registre public pour chacun des projets pour lesquels une évaluation environnementale est effectuée afin de faciliter l'accès aux documents relatifs à cette évaluation.

(2) Le registre public est tenu :

a) par l'autorité responsable dès le début de l'évaluation environnementale et jusqu'à ce que le programme de suivi soit terminé;

b) par l'Agence, dans les cas où une médiation ou un examen par une commission est effectuée, dès la nomination du médiateur ou des membres de la commission jusqu'au moment de la remise du rapport au ministre.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le registre public contient tous les documents produits, recueillis ou reçus relativement à l'évaluation environnementale d'un projet, notamment :

a) tout rapport relatif à l'évaluation environnementale du projet;

b) toute observation du public à l'égard de l'évaluation;

c) tous les documents que l'autorité responsable a préparés pour l'application de l'article 38;

d) tous les documents produits par l'application d'un programme de suivi;

e) le mandat du médiateur ou d'une commission;

f) tous les documents exigeant l'application de mesures d'atténuation.

(4) Le registre public permet l'accès aux documents visés au paragraphe (3) si ceux-ci appartiennent à l'une des catégories suivantes :

a) documents qui sont mis à la disposition du public dans le registre conformément à la présente loi ainsi que tout autre document qui a déjà été rendu public;

record under the Agency's control, determines would have been disclosed to the public in accordance with the *Access to Information Act* if a request had been made in respect of that record under that Act at the time the record comes under its control, including any record that would be disclosed in the public interest pursuant to subsection 20(6) of that Act; and

(c) any record or part of a record, except a record or part containing third party information, if the responsible authority, in the case of a record under the responsible authority's control, or the Minister, in the case of a record under the Agency's control, believes on reasonable grounds that its disclosure would be in the public interest because it is required in order for the public to participate effectively in the assessment.

(5) Sections 27, 28 and 44 of the *Access to Information Act* apply, with such modifications as the circumstances require, to any determination made under paragraph (4)(b) in respect of third party information, and, for the purpose of section 27 of that Act, any record referred to in paragraph (4)(b) shall be deemed to be a record that the responsible authority or the Minister intends to disclose and, for the purpose of applying that Act, any reference in that Act to the person who requested access shall be disregarded if no person has requested access to the information.

(6) Notwithstanding any other Act of Parliament, no civil or criminal proceedings lie against a responsible authority or the Minister, or against any person acting on behalf of or under the direction of a responsible authority or the Minister, and no proceedings lie against the Crown or any responsible authority for the disclosure in good faith of any record or any part of a record pursuant to this Act, for any consequences that flow from that disclosure, or for the failure to give any notice required under section 27 or any other provision of the *Access to Information Act* if reasonable care is taken to give the required notice.

(7) For the purposes of this section, "third party information" means

(a) trade secrets of a third party;

(b) financial, commercial, scientific or technical information that is confidential information supplied to a government institution by a third party and is treated consistently in a confidential manner by the third party;

(c) information the disclosure of which could reasonably be expected to result in material financial loss or gain to, or could reasonably be expected to prejudice the competitive position of, a third party; and

(d) information the disclosure of which could reasonably be expected to interfere with contractual or other negotiations of a third party.

b) tout ou partie d'un document qui, de l'avis de l'autorité responsable, dans le cas d'un document qu'elle contrôle, ou de l'avis du ministre dans le cas d'un document que l'Agence contrôle, serait communiqué conformément à la *Loi sur l'accès à l'information* si une demande en ce sens était faite aux termes de celle-ci au moment où l'Agence prend le contrôle du document, y compris tout document qui serait communiqué dans l'intérêt public aux termes du paragraphe 20(6) de cette loi;

c) tout ou partie d'un document, à l'exception d'un document contenant des renseignements relatifs à un tiers, si l'autorité responsable, dans le cas d'un document qu'elle contrôle ou le ministre, dans le cas d'un document que l'Agence contrôle, a des motifs raisonnables de croire qu'il serait d'intérêt public de le communiquer parce qu'il est nécessaire à une participation efficace du public à l'évaluation environnementale.

(5) Les articles 27, 28 et 44 de la *Loi sur l'accès à l'information* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à toute détermination faite aux termes de l'alinéa (4)b) à l'égard de renseignements relatifs à un tiers, et tout document visé à cet alinéa est réputé, pour l'application de l'article 27 de cette loi, constituer un document que le ministre ou l'autorité responsable a l'intention de communiquer; pour l'application de cette loi, il ne doit pas être tenu compte de la mention de la personne qui a demandé la communication des renseignements si nul ne l'a demandée.

(6) Malgré toute autre loi fédérale, l'autorité responsable ou le ministre et les personnes qui agissent en leur nom ou sous leur autorité bénéficient de l'immunité en matière civile ou pénale, et la Couronne ainsi que les autorités responsables bénéficient de l'immunité devant toute juridiction, pour la communication totale ou partielle d'un document faite de bonne foi dans le cadre de la présente loi ainsi que pour les conséquences qui en découlent; ils bénéficient également de l'immunité dans les cas où, ayant fait preuve de la diligence nécessaire, ils n'ont pu donner les avis prévus à l'article 27 ou à toute autre disposition de la *Loi sur l'accès à l'information*.

(7) Au présent article, « renseignements relatifs à un tiers » s'entend des renseignements suivants :

a) secrets industriels de tiers;

b) renseignements financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques fournis à une institution fédérale par un tiers, qui sont de nature confidentielle et qui sont traités comme tels de façon constante par ce tiers;

c) renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de causer des pertes ou profits financiers appréciables à un tiers ou de nuire à sa compétitivité;

d) renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver des négociations menées par un tiers en vue de contrats ou à d'autres fins.

Clause 27: The heading before section 56 reads as follows:

STATISTICAL SUMMARY

Clause 28: New.

Article 27: Texte de l'intertitre précédant l'article 56 :

RÉSUMÉS STATISTIQUES

Article 28 : Nouveau.

Clause 29: Subsection 58(1.1) reads as follows:

(1.1) For the purposes of this Act, the Minister shall establish a participant funding program to facilitate the participation of the public in mediations and assessments by review panels.

Article 29 : Texte du paragraphe 58(1.1) :

(1.1) Le ministre crée, pour l'application de la présente loi, un fonds de participation du public aux médiations et aux évaluations par une commission d'examen.

Clause 30: (1) to (4) Paragraphs 59(a.1), (c.1), (h.1), (i.1), (i.2), (j.1) to (j.3), (k.1) to (k.5), (l.01) and (l.02) are new. The relevant portion of section 59 reads as follows:

59. The Governor in Council may make regulations

...

(c) prescribing any project or class of projects for which an environmental assessment is not required where the Governor in Council is satisfied that

(i) an environmental assessment of the project would be inappropriate for reasons of national security, or

(ii) in the case of a project in relation to a physical work, the environmental effects of the project are insignificant or the contribution of the responsible authority to the project in exercising powers or performing duties or functions referred to in section 5 in relation to the project is minimal;

...

(h) respecting the dissemination by responsible authorities of information relating to projects and the environmental assessment of projects and the establishment, maintenance and operation of a public registry, including facilities to enable the public to examine physical or electronic records contained in the registry, the time and manner in which those records may be examined or copied by the public and the charging of fees therefor, and the transfer and retention of those records after the completion of any follow-up program;

...

(j) respecting the manner of conducting assessments of the environmental effects of, and follow-up programs for projects for which a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act* or any corporation controlled by such a corporation exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(a), (b) or (c), respecting any action to be taken in respect of those projects during the environmental assessment process and, for those purposes, respecting the application of the laws from time to time in force in any province;

(k) respecting the manner of conducting assessments of the environmental effects of, and follow-up programs for, projects for which The Hamilton Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*, The Toronto Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Toronto Harbour Commissioners' Act, 1911*, any harbour commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, a not-for-profit corporation that enters into an agreement under subsection 80(5) of the *Canada Marine Act* or a port authority established under that Act, exercises a power or performs a duty or function referred to in

Article 30 : (1) à (4) Les alinéas 59a.1), c.1), h.1), i.1), i.2), j.1) à j.3), k.1) à k.5), l.01) et l.02) sont nouveaux. Texte du passage visé de l'article 59 :

59. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

...

c) désigner des projets ou des catégories de projets pour lesquels l'évaluation environnementale n'est pas nécessaire, lorsqu'il est convaincu que :

(i) l'évaluation environnementale de ceux-ci ne serait pas indiquée pour des raisons de sécurité nationale,

(ii) dans le cas de projets liés à un ouvrage, les effets environnementaux de ceux-ci ne sont pas importants ou l'exercice par l'autorité responsable d'attributions visées à l'article 5 à l'égard de ces projets constitue une intervention marginale;

...

h) régir la communication par les autorités responsables de l'information relative aux projets et à l'évaluation environnementale de ceux-ci, et l'établissement et la tenue des registres publics, y compris les installations nécessaires pour permettre au public de consulter ces registres — que ceux-ci soient constitués de documents physiques ou informatiques — les heures et les modalités de consultation et de reproduction des registres, la fixation du prix à payer pour ces services ainsi que le transfert et la garde des documents une fois terminé le programme de suivi;

...

j) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets à l'égard desquels les sociétés d'État, au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, ou les personnes morales dont elles ont le contrôle exercent une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c), régir toute mesure qui doit être prise à l'égard de ces projets au cours du processus d'évaluation environnementale et, à ces fins, régir l'application des lois d'une province en vigueur au moment de l'évaluation;

k) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets à l'égard desquels les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* et de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto*, les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires*, la société sans but lucratif qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 80(5) de la *Loi maritime du Canada* et les administrations portuaires constituées sous le régime de cette loi exercent une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c), régir toute mesure qui doit être prise à l'égard de ces projets au cours du processus d'évaluation environnementale et, à ces fins,

paragraph 5(1)(a), (b) or (c), respecting any action to be taken in respect of those projects during the environmental assessment process and, for those purposes, respecting the application of the laws from time to time in force in any province;

(l) respecting the manner of conducting any assessment of the environmental effects of, and follow-up programs for a project for which a person or body receives financial assistance provided by a federal authority for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part on a reserve that is set apart for the use and benefit of a band and that is subject to the *Indian Act*, and respecting any action to be taken in respect of that project during the environmental assessment process;

régir l'application des lois d'une province en vigueur au moment de l'évaluation;

l) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets pour lesquels une personne ou un organisme reçoit d'une autorité fédérale une aide financière permettant la réalisation du projet en tout ou en partie sur une réserve mise de côté à l'usage et au profit d'une bande et assujettie à la *Loi sur les Indiens* et régir toute mesure qui doit être prise à l'égard des projets au cours du processus d'évaluation environnementale;

Clause 31: New. The relevant portion of section 62 reads as follows:

62. The objects of the Agency are

Article 31 : Nouveau. Texte du passage visé de l'article 62 :

62. L'Agence a pour mission :

Clause 32: (1) New. The relevant portion of subsection 63(1) reads as follows:

63. (1) In carrying out its objects, the Agency shall

Article 32 : (1) Nouveau. Texte du passage visé du paragraphe 63(1) :

63. (1) Dans l'exécution de sa mission, l'Agence :

(2) New. The relevant portion of subsection 63(2) reads as follows:

(2) In carrying out its objects, the Agency may

(2) Nouveau. Texte du passage visé du paragraphe 63(2) :

(2) Dans l'exécution de sa mission, l'Agence peut :